



## Conseil de sécurité

Distr. générale  
8 janvier 2002  
Français  
Original: anglais

---

**Lettre datée du 7 janvier 2002, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par le Président du Comité  
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)  
concernant la lutte antiterroriste**

Le Comité contre le terrorisme a reçu le rapport ci-joint présenté par la Malaisie en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité contre le terrorisme  
(*Signé*) Jeremy **Greenstock**



**Annexe**

**Lettre datée du 4 janvier 2002, adressée au Président du Comité  
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)  
concernant la lutte antiterroriste par le Chargé d'affaires  
par intérim de la Mission permanente de la Malaisie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport que le Gouvernement malaisien présente au Comité contre le terrorisme en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité (voir pièce jointe).

Mon gouvernement se tient prêt à fournir au Comité tous compléments d'information en tant que de besoin ou sur sa demande.

Le Chargé d'affaires par intérim  
(Signé) Zainuddin **Yahya**

## Pièce jointe

## Rapport présenté au Comité contre le terrorisme en application de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
<p><b>Paragraphe 1 a) :</b></p> <p>Les États doivent prévenir et réprimer le financement des actes de terrorisme.</p>	<p>a) <b>Loi de 1960 relative à la sécurité intérieure</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Cette loi définit le « terroriste » en son article 2 mais ne vise pas le terrorisme international. <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Est « terroriste » toute personne qui : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Faisant usage d'armes à feu, d'explosifs ou de munitions quelconques porte atteinte à la sécurité publique ou à l'ordre public, incite à la violence ou conseille la désobéissance à la loi ou au commandement de la loi;</li> <li>b) Porte ou a en sa possession ou sous son contrôle des armes à feu, munitions ou explosifs quelconques sans y être autorisé par la loi; ou</li> <li>c) Sollicite, collecte ou reçoit des subsides destinés à une personne qui se propose ou s'apprête à attenter ou vient d'attenter à la sécurité publique ou à l'ordre public.</li> </ul> </li> </ul> </li> <li>• Les articles 8 et 73 autorisent la détention préventive des personnes suspectées d'agissements attentatoires : <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ À la sécurité intérieure;</li> <li>♦ À la continuité des services essentiels;</li> <li>♦ À la vie économique du pays.</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Article 44 A – Peines générales prévues au titre II (art. 3 à 46) <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Amende n'excédant pas 1 000 ringgit malaisiens; ou</li> <li>♦ Emprisonnement pour un maximum d'un an; ou</li> <li>♦ Les deux</li> </ul> </li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Sans viser expressément le financement d'actes de terrorisme, la loi permet de prendre des mesures à l'encontre de tels agissements.</li> <li>2. La loi qui vise à faire échec à l'insurrection communiste, aux agissements des éléments subversifs et aux menaces attentatoires à la sécurité intérieure permet d'arrêter à titre préventif toutes personnes en vue de les empêcher de porter atteinte à la sécurité intérieure, à la continuité des services essentiels ou à la vie économique du pays.</li> <li>3. L'article 62 vise les seules infractions commises dans une région déclarée zone de sécurité.</li> </ol>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Aux termes de l'article 38, tout agent ou toute personne investi de pouvoirs de saisie ou d'enquête en vertu de l'article 36 pourra saisir tous documents ou autres objets dont il a des raisons de penser qu'il a été l'objet d'une infraction visée au chapitre IV de la loi (art. 32 à 41) ou de toute ordonnance émise en application de ladite loi ou dont il a des raisons de penser qu'il constitue ou comporte des éléments de preuve de l'infraction :</li> <li>Étant entendu qu'aucune disposition du présent article n'est réputée affecter les pouvoirs que tout agent de police tire du Code de procédure pénale.</li> <li>L'Article 62 fait interdiction à quiconque, sachant ou ayant des raisons de penser qu'une personne a commis une infraction visée au titre III de la Loi de prêter à cette dernière, à l'intérieur ou à l'extérieur d'une zone de sécurité, une assistance quelconque dans l'intention d'empêcher ainsi son arrestation, son jugement ou son châtiment à raison de cette infraction ou d'y faire obstacle.</li> <li>L'article 76 prévoit l'inspection des livres bancaires aux fins de la loi en habilitant le Ministre, dès lors qu'il est convaincu qu'un livre bancaire quelconque comporte des éléments de preuve d'une infraction à la présente loi ou à toute loi écrite prévue au Livre Deuxième à autoriser par voie d'ordonnance tout agent de police à inspecter le livre en cause et à pénétrer à toutes heures raisonnables dans les locaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Article 63 A – Peine générale applicable aux infractions visées au titre III (art. 47 à 71);</li> <li>Amende n'excédant pas 5 000 ringgit; ou</li> <li>Emprisonnement pour une durée de trois ans maximum; ou</li> <li>Les deux.</li> </ul>	

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<p>de la banque visée dans l'ordonnance et à en inspecter les livres et à établir copie de toutes entrées portées dans ce livre.</p> <p><b>b) Code pénal</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>L'article 120 A érige l'entente criminelle en infraction. Sera qualifié partie à une entente avec un terroriste quiconque coopérera avec un terroriste qui pourrait se trouver ailleurs en arrêtant avec ce dernier la résolution d'agir concertée de commettre un acte prohibé par la loi.</li> <li>L'article 125 incrimine le fait de faire, de tenter de faire ou d'encourager à faire la guerre contre le gouvernement d'une puissance alliée ou en paix avec le Yang di-Pertuan Agong, en intelligence avec l'ennemi du Yang di-Pertuan Agong* ou autrement.</li> </ul> <p>*Le Yang di-Pertuan Agong est le Chef suprême de la Fédération</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>L'article 125 A érige en infraction le fait de « receler » ou de tenter de « receler » tout ennemi du Yang di-Pertuan Agong : <ul style="list-style-type: none"> <li>En Malaisie ou ailleurs; ou</li> <li>Dans les territoires de toute puissance en guerre ou autrement engagée dans des hostilités contre le Yang di-Pertuan Agong.</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Article 120 B 1) – Si l'infraction projetée emporte la peine de mort ou une peine d'emprisonnement de deux ans au minimum.</li> <li>Quiconque a fourni aide ou assistance sera puni comme l'auteur principal.</li> <li>Article 120 B 2) – Si l'infraction projetée emporte la peine de mort ou une peine d'emprisonnement de deux ans au minimum.</li> <li>Emprisonnement de six mois au maximum éventuellement assorti d'une amende, ou les deux peines.</li> <li>Emprisonnement à vie éventuellement assorti d'une amende; ou</li> <li>Emprisonnement à temps de 20 ans maximum éventuellement assorti d'une amende; ou</li> <li>Amende.</li> <li>Emprisonnement à vie éventuellement assorti d'une amende; ou</li> <li>Emprisonnement à temps de 20 ans maximum éventuellement assorti d'une amende; ou</li> <li>Amende.</li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>Sans réprimer expressément le financement d'actes de terrorisme, le Code permet de prendre des mesures à l'encontre de tels agissements.</li> <li>Cette disposition vise quiconque fait ou tente de faire la guerre contre le gouvernement de toute puissance alliée ou en paix avec le Yang di-Pertuan Agong.</li> <li>Sont visées les infractions commises dans le pays et s'agissant des infractions énumérées aux articles 120 A, 125 et 126, la répression pourra être étendue à celles commises à l'étranger.</li> <li>Cette disposition vise quiconque recèle l'ennemi du Yang di-Pertuan Agong.</li> <li>Par « receler » l'article 130 A entend notamment le fait de fournir de l'argent (fournir un appui financier) à autrui.</li> <li>Sont visées les infractions commises dans le pays et s'agissant des</li> </ol>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'article 126 réprime les dégradations (sac, pillage, ou destructions, etc.) ou le fait de se préparer à commettre des dégradations sur le territoire d'une puissance alliée ou en paix avec le Yang di-Pertuan Agong.</li> </ul> <p>c) <b>Loi de 1989 relative aux établissements bancaires et financiers</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Aux termes de l'article 99, le secret bancaire ne joue pas dans certaines circonstances bien spécifiées, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> <li>Lorsque la divulgation est requise ou autorisée en vertu de la loi;</li> <li>Lorsque la divulgation est autorisée par écrit par la Banque centrale à l'intention de l'agent de police chargé d'enquêter sur une infraction fédérale;</li> <li>Lorsque la divulgation est autorisée en vertu de la loi fédérale à l'intention de l'agent de police chargé d'enquêter sur une infraction fédérale.</li> </ul> </li> <li>L'article 99, en ses alinéas 2 et 3, réprime la divulgation d'informations bancaires non autorisée en vertu de ses dispositions.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Emprisonnement d'une durée maximum de sept ans; et</li> <li>Amende; et</li> <li>Déchéance <ul style="list-style-type: none"> <li>De tous biens utilisés ou destinés à être utilisés pour commettre des dégradations;</li> <li>Tous biens acquis à la faveur de ces dégradations.</li> </ul> </li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>Article 99 rapproché de l'article 103 <ul style="list-style-type: none"> <li>Emprisonnement pour une durée maximum de trois ans ou amende ne pouvant pas excéder 3 millions de ringgit ou les deux;</li> <li>Aucune peine d'emprisonnement n'est prononcée si le condamné est une personne morale.</li> </ul> </li> </ul>	<p>infractions énumérées aux articles 120 A, 125 et 126, la répression pourra être étendue à celles commises à l'étranger.</p> <p>7. Cette disposition vise quiconque commet des dégradations sur le territoire d'une puissance alliée ou en paix avec le Yang di-Pertuan Agong.</p> <p>8. Sont visées les infractions commises dans le pays et, s'agissant des infractions énumérées aux articles 120 A, 125 et 126, la répression pourra être étendue à celles commises à l'étranger.</p>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<p>d) <b>Loi de 1990 sur le commerce de banque offshore</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>L'article 15 1) fait interdiction à toute banque offshore agréée d'accepter de l'argent en dépôt ou en prêt à vue remboursable par chèque, chèque bancaire, ordre ou tout autre effet tiré par le déposant sur la banque intéressée.</li> <li>L'article 15 2) fait interdiction à toute banque offshore agréée d'ouvrir un compte pour un client dont l'identité lui est inconnue.</li> <li>L'article 21 limite les enquêtes sur les opérations, en particulier celles touchant l'identité, les comptes et affaires des différents clients dans l'intérêt du secret bancaire.</li> </ul> <p>e) <b>Loi de 1996 portant création de l'Autorité des services financiers offshore de Labuan</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Cette loi définit en son article 4 5) les pouvoirs et attributions de l'Autorité, aux termes duquel l'Autorité a le pouvoir, nonobstant toute disposition contraire de la Loi relative aux services financiers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Article 24 2) <ul style="list-style-type: none"> <li>Emprisonnement pour une durée de 5 ans maximum ou amende n'excédant pas 10 millions de ringgit malaisiens ou les deux.</li> <li>En cas d'infraction continue, il sera imposé une amende journalière n'excédant pas 10 000 ringgit pour chaque jour que l'infraction aura continué de se réaliser.</li> </ul> </li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>Sans viser expressément le financement des actes de terrorisme, la loi permet de prendre des mesures à l'encontre de tels agissements.</li> <li>Un aspect important de la lutte contre le terrorisme consiste dans la surveillance et la recherche des fonds appartenant à des terroristes présumés.</li> <li>Les restrictions imposées par l'article 21 qui pourraient par ailleurs être regardées comme une entrave à la prévention et à la répression des actes de terrorisme doivent être rapprochées des dispositions des alinéas 4) et 5) de l'article 28 B de la loi de 1996 portant création de l'Autorité des services financiers offshore de Labuan (évoqué ci-après) et qui habilite cette dernière à requérir la divulgation d'informations bancaires spécifiées si une fraude ou une « infraction pénale » a été commise ou risque d'être commise et à transmettre de telles informations à la Banque centrale de Malaisie.</li> <li>La Loi de 1996 définit « l'infraction pénale » en son article 28 A aux fins de son article 28 B.</li> </ol> <ol style="list-style-type: none"> <li>Sans viser expressément le financement des actes de terrorisme, la loi permet de prendre des mesures à l'encontre de tels agissements.</li> <li>Un aspect important de la lutte contre le terrorisme consiste dans la surveillance et la recherche des fonds appartenant à des terroristes présumés.</li> </ol>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<p>offshore, d'émettre, à l'intention de tout établissement financier offshore, des directives touchant l'une quelconque des matières ci-après dès lors qu'elle est convaincue de leur opportunité pour atteindre la mission à elle assignée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) La politique à suivre dans la conduite de ses activités dans Labuan;</li> <li>b) La supervision et la réglementation de ses activités conformément à la loi relative aux services financiers offshore;</li> <li>c) La politique monétaire à suivre.</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Aux termes de l'article 28 A l'« infraction pénale » s'entend de toute infraction : <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ À toute loi malaisienne relative aux services financiers offshore, dès lors que l'infraction est passible d'une peine d'emprisonnement;</li> <li>♦ Aux dispositions du Code pénal;</li> <li>♦ À la loi de 1952 sur les drogues dangereuses;</li> </ul> </li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>3. La loi de 1996 qui autorise la levée du secret bancaire y pourvoit en ce qu'elle permet de divulguer l'identité du titulaire du compte, les détails concernant toutes opérations intéressant le compte en cause lorsqu'il y a des raisons de soupçonner qu'une infraction a été commise.</li> <li>4. Selon le BNM et l'Autorité, cette dernière a adopté dans leur totalité les directives définies par la loi sur le commerce de banque prescrivant de : « connaître son client ».</li> <li>5. L'autorité peut également invoquer les dispositions de l'article 28 B pour exiger des établissements financiers offshore une plus grande transparence dans leurs activités, le secret demeurant toutefois la considération primordiale et les intérêts de l'établissement dont émanent les informations devant être sauvegardés.</li> <li>6. La seule exception envisagée est l'hypothèse où une fraude ou une infraction pénale a été ou risque d'être commise.</li> </ul>



<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>♦ À la loi de 1988 sur les drogues dangereuses (confiscation de biens);</li> <li>♦ À la loi de 1961 sur l'enlèvement.</li> <li>• L'article 28 B habilite l'Autorité, agissant dans l'exercice des fonctions de supervision à elle confiées par la loi ou toute autre loi relative aux services financiers offshore, à requérir de tout établissement financier ou toute société liée à un quelconque établissement financier toutes informations qu'elle en jugerait nécessaires ou utiles pour l'accomplissement de ses fonctions de supervision.</li> </ul> <p>Toutefois, l'Autorité ne pourra requérir d'informations de nature à révéler les affaires, l'identité ou le compte d'un client de l'établissement ou de la société requis.</p> <p>L'Autorité pourra ensuite divulguer ces informations :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• À toute personne en tout ou en partie si elle le juge nécessaire, étant toutefois entendu que seules les informations n'ayant pas trait à l'établissement requis pourront l'être; ou</li> <li>• À l'Autorité monétaire du lieu d'origine de l'établissement, toutes informations intéressant tel ou tel établissement sous la tutelle de l'autorité monétaire du lieu d'origine pouvant être divulguées.</li> </ul> <p>Nonobstant ces garanties du secret bancaire, aux termes du paragraphe 4 de l'article 28 B, si au vu des</p>		

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<p>éléments de preuve dont elle est saisie, elle estime qu'une fraude ou une infraction pénale a été ou risque d'être commise, l'Autorité pourra requérir toutes informations ayant trait :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Aux affaires, à l'identité ou au compte de tout déposant dans toute banque offshore agréée;</li> <li>♦ Aux affaires, à l'identité ou au compte de toute personne ayant souscrit une police auprès d'un établissement agréé;</li> <li>♦ Aux affaires, au compte, aux opérations et renseignements personnels de tout client ou de toute personne qui participe au capital ou à la gestion d'une société fiduciaire ou qui traite avec une telle société;</li> <li>♦ Aux affaires, à l'identité ou au compte de tout client d'un gérant de portefeuille ou de tout souscripteur du portefeuille administré par le gérant de portefeuille.</li> <li>• Toujours selon l'article 28 B en son paragraphe 5, si elle estime qu'une fraude ou une infraction pénale a été ou risque d'être commise, l'Autorité pourra transmettre toutes informations à l'Autorité monétaire du lieu d'origine, à l'autorité de tutelle du lieu d'origine ou à l'organisme chargé de l'application des lois internes.</li> <li>• Aux termes de l'article 28 C le Directeur général de l'Autorité ou toute autre personne autorisée par celle-ci pourra examiner et inspecter en toute confidentialité les dossiers</li> </ul>		

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<p>de tout établissement financier ou de toute société liée à un établissement financier en vue d'établir toutes informations communiquées en vertu de l'article 28 B.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>L'article 28 D prévoit la désignation d'enquêteurs chargés de rechercher les infractions à la Loi ou à toute autre loi relative aux services financiers offshore.</li> </ul> <p>f) <b>Loi de 2001 portant répression du blanchiment de l'argent</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>L'article 4 érige le blanchiment de l'argent en infraction.</li> <li>L'article 7 prévoit la nomination d'une autorité chargée notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>De recevoir ou d'analyser tous renseignements et informations émanant de particuliers et d'établissements chargés de faire rapport en vertu de la loi;</li> <li>De transmettre toutes informations à l'organisme chargé de l'application des lois s'il y a des raisons de croire ou de suspecter que telle opération a trait aux produits d'une activité illégale ou si une infraction grave a été commise ou sur le point de l'être;</li> <li>Par « infraction grave », on entend les infractions principales visées dans le Livre Deuxième;</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'article 28 D punit en son alinéa 6 le fait d'entraver un enquêteur dans l'exercice de la mission qui lui est confiée en vertu de la loi.</li> <li>Amende n'excédant pas 500 000 ringgit malaisiens; ou</li> <li>Emprisonnement pour une durée maximale de six mois; ou</li> <li>Les deux.</li> </ul> <p>Article 4 2) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Amende n'excédant pas 5 millions de ringgit malaisiens; ou</li> <li>Emprisonnement pour un maximum de cinq ans; ou</li> <li>Les deux.</li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>La loi n'est pas encore entrée en vigueur.</li> <li>Sans viser expressément le financement d'actes de terrorisme, la loi permet de prendre des mesures à l'encontre de tels agissements.</li> <li>Un aspect important de la lutte contre le terrorisme consiste dans la surveillance et la recherche des fonds appartenant à des terroristes présumés.</li> <li>La loi portant création d'un Service du renseignement financier habilité à collecter, analyser et diffuser toutes informations sur toutes transactions importantes et inhabituelles suspectes y pourvoit. Ces informations sont ensuite transmises à tout organisme chargé de l'application des lois compétent aux fins d'enquête pour infraction de blanchiment de l'argent.</li> </ol>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Sont notamment visés la corruption, le trafic de drogues, les infractions à la législation sur le port d'arme et des infractions à la législation sur les opérations boursières.</li> </ul>		<p>5. Les infractions principales énumérées au Livre Deuxième n'englobent pas pour l'heure celles liées aux actes de terrorisme visés par le Code pénal, dont il est question plus haut.</p> <p>6. La loi prévoit l'identification, la détection et le gel ou la saisie de tous fonds servant ou affectés à la commission d'infractions graves telles que visées par la loi. En outre, la loi fait obligation aux établissements financiers d'identifier les clients inhabituels ou occasionnels, d'accorder une attention aux transactions suspectes. Elle leur fait également interdiction d'ouvrir des comptes anonymes, et obligation d'établir l'identité du titulaire ou du bénéficiaire du compte par les moyens sûrs prescrit par la loi. Obligation est par ailleurs faite auxdits établissements de signaler à la Banque centrale de Malaisie toutes transactions d'une valeur supérieure au montant maximum autorisé ou de nature suspecte. Toute personne qui, à l'entrée ou à la sortie du territoire malaisien est trouvée en possession d'espèces ou d'effets négociables dont la valeur dépasse le maximum autorisé devra également être dénoncée à la Banque centrale de Malaisie. En outre, la loi écarte toute obligation de confidentialité ou autre restriction touchant la divulgation d'information imposées par voie de loi ou écrite autrement.</p>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
<p><b>1. Les lois susvisées sont appliquées et exécutées dans le respect de la loi et des principes de la justice naturelle et ce, par le jeu des contrepoids entre les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. D'autres garanties des droits de la défense consacrées par la Constitution fédérale sont édictées par les textes régissant la matière.</b></p> <p><b>2. Les lois en question trouvent également application selon les faits et circonstances de la cause et les éléments de preuve produits.</b></p> <p><b>3. Ainsi, sans être parfaits, les textes malaisiens satisfont aux prescriptions de l'alinéa a) du paragraphe 1 de la résolution 1373 (2001).</b></p>			
<p><b>Paragraphe 1 b)</b></p> <p>Tous les États doivent ériger en infraction la fourniture ou la collecte délibérée par leurs nationaux ou sur leur territoire, par quelque moyen que ce soit, directement ou indirectement, de fonds que l'on prévoit d'utiliser ou dont on sait qu'ils seront utilisés pour perpétrer des actes de terrorisme.</p>	<p>a) <b>Loi de 1960 sur la sécurité intérieure</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>L'article 59 érige en infraction la collecte ou l'acceptation par toute personne de produits (y compris financiers) si l'on peut raisonnablement présumer que : <ul style="list-style-type: none"> <li>Celle-ci a l'intention ou est sur le point de commettre des actes préjudiciables à la sécurité publique ou à l'ordre public ou a récemment commis de tels actes;</li> <li>A l'intention de commettre les mêmes actes pour le compte d'un terroriste;</li> <li>L'article 2 de la loi sur la sécurité intérieure définit le terme « terroriste » mais ne semble pas viser le terrorisme international.</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Peine capitale lorsque les produits qui sont le motif de la condamnation concernent des armes à feu, des munitions ou des explosifs</li> <li>Emprisonnement à vie dans les autres cas</li> </ul>	<p>1. La loi semble viser explicitement le financement des actes terroristes et prévoit des sanctions à l'encontre desdites activités.</p> <p>2. Quiconque collecte des fonds ou est directement ou indirectement associé à une telle activité par ou pour le compte d'un terroriste ou d'un groupe terroriste, national ou étranger peut relever des dispositions du présent article.</p>
<p><b>1. Les lois susvisées sont appliquées et exécutées dans le respect de la loi et des principes de la justice naturelle et ce, par le jeu des contrepoids entre les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. D'autres garanties des droits de la défense consacrées par la Constitution fédérale sont édictées par les textes régissant la matière.</b></p> <p><b>2. Les lois en question trouvent également application selon les faits et circonstances de la cause et les éléments de preuve produits.</b></p> <p><b>3. Ainsi, sans être parfaits, les textes malaisiens satisfont aux prescriptions de l'alinéa b) du paragraphe 1 de la résolution 1373.</b></p>			
<p><b>Paragraphe 1 c)</b></p> <p>Les États devraient geler sans attendre les fonds et autres avoirs financiers ou ressources économiques des :</p> <p>a) Personnes qui :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Commettent des actes terroristes;</li> </ul>	<p>a) <b>Loi de 1953 sur le contrôle des changes</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>L'article 44 de la loi de 1953 sur le contrôle des changes habilite le Contrôleur à donner des instructions générales ou particulières interdisant, totalement ou dans la mesure spécifiée dans les</li> </ul>		<p>1. La loi ne vise pas expressément les fonds et autres avoirs financiers ou ressources économiques des terroristes. Toutefois, elle prévoit des sanctions à l'encontre de telles activités.</p> <p>2. L'article 44 de la loi de 1953 sur le contrôle des changes peut</p>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
<ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Tentent de commettre des actes de terrorisme; ♦</li> <li>Participent à des actes terroristes;</li> <li>♦ Facilitent la commission d'actes terroristes (les auteurs);</li> </ul> <p>b) Entités appartenant ou contrôlées, directement ou indirectement par les auteurs (entités associées);</p> <p>c) Personnes et entités agissant au nom, ou sur instruction de ces personnes et des entités appartenant à ces personnes ou contrôlées directement ou indirectement par elles (personnes et entités associées).</p> <p>Les fonds devant être gelés comprennent tous les fonds dérivés ou provenant de biens appartenant à ces personnes ou aux personnes et entités qui leur sont associées, ou contrôlés, directement ou indirectement, par elles.</p>	<p>instructions, sous réserve de son autorisation expresse, l'exécution de tout ordre donné par ou au nom du gouvernement de ce pays ou territoire ou par toute personne résidant sur ledit territoire au moment de la publication des instructions ou ultérieurement pendant toute la durée d'application des instructions, s'il s'agit d'un ordre :</p> <p>a) De paiement quel qu'il soit, de cession d'or ou de titres; ou</p> <p>b) De modification des bénéficiaires des fonds, or ou titres,</p> <p>lorsqu'il estime qu'en raison de l'évolution de la situation extérieure ou intérieure d'un pays ou territoire, des mesures sont ou pourraient être prises au détriment de la situation économique de la Malaisie.</p>		<p>uniquement être invoqué pour geler les transactions sur les comptes bancaires si le Contrôleur estime que, du fait de l'évolution de la situation extérieure ou intérieure d'un pays ou territoire, des mesures sont ou pourraient être prises au détriment de la situation économique de la Malaisie.</p> <p>3. Aux termes de la loi, le Contrôleur peut interdire à toute entité habilitée d'exécuter les ordres de transfert de fonds donnés par un gouvernement étranger ou par un client ou toute transaction sur un compte en Malaisie, sous réserve de son autorisation écrite.</p> <p>4. L'application des dispositions de la loi susvisée est subordonnée à une évolution de la situation extérieure ou intérieure d'un autre pays qui a des conséquences préjudiciables pour la situation économique de la Malaisie. Si ces conditions ne sont pas réunies, le présent article ne peut être invoqué pour geler des comptes bancaires en Malaisie.</p> <p>5. La Banque nationale de Malaisie a appliqué les dispositions des résolutions 1373 (2001) et 1378 (2001) du Conseil de sécurité en publiant des circulaires datées du 1er octobre 2001, 2 novembre 2001 et 23 novembre 2001 demandant à toutes les institutions financières habilitées et institutions financières offshore habilitées de geler les fonds et ressources financières, notamment ceux provenant de biens appartenant ou contrôlés directement ou indirectement par les personnes, organisations et</p>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<p>b) <b>Loi de 1997 sur la lutte contre la corruption</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'article 33 autorise le Procureur général, nonobstant toute autre disposition légale ou règle de droit, à geler tout bien meuble, notamment tout instrument financier ou augmentation du montant dudit instrument, détenu par une banque ou dont elle a la garde ou le contrôle, si, compte tenu des informations qu'il aura reçues d'agent des services de lutte contre la corruption, il s'avère que le bien meuble fait l'objet d'une infraction visée par ladite loi ou constitue un élément de preuve.</li> <li>• L'article 34 habilite le Procureur général à ordonner la saisie de tout bien meuble faisant l'objet d'une infraction visée par la loi constituant un élément de preuve.</li> <li>• L'article 36 prévoit la confiscation de tout bien dont il est prouvé qu'il fait l'objet d'une infraction ou qu'il a été utilisé pour la commission de ladite infraction, dans le cadre des poursuites judiciaires y afférentes.</li> <li>• L'article 37 prévoit la confiscation de tout bien gelé ou saisi en application de la loi, en l'absence de poursuites judiciaires ou de condamnation. <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ En cas de non-confiscation, ledit bien sera restitué à la personne qui en avait la garde, dans un délai de 12 mois à compter de la date de la saisie.</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'article 33 3) prévoit les peines ci-après : <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Amende d'un montant maximal équivalant à deux fois celui payé pour non-respect de l'ordonnance du Procureur ou 50 000 ringgit, quel que soit le montant le plus élevé; ou</li> <li>♦ Emprisonnement d'une durée maximale de deux ans.</li> </ul> </li> <li>• L'article 34 5) prévoit les peines suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Amende d'un montant maximal équivalant à deux fois la valeur du bien, objet de la violation de l'ordonnance du Procureur ou 50 000 ringgit, quel que soit le montant le plus élevé; ou</li> <li>♦ Emprisonnement d'une durée maximale de 2 ans.</li> </ul> </li> </ul>	<p>personnes et entités qui leur sont associées, sauf autorisation écrite du Contrôleur.</p> <p>1. La loi ne vise pas expressément les fonds et autres avoirs financiers ou ressources économiques des terroristes. Cependant, elle prévoit des sanctions à l'encontre de telles activités.</p>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<p>c) <b>Loi de 1988 sur les substances dangereuses (confiscation de biens)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'article 3 érige en infraction l'utilisation d'un bien aux fins de toute activité constituant une infraction visée par ladite loi.</li> <li>• L'article 4 érige en infraction toute transaction, etc., relative à un bien illicite.</li> <li>• L'article 5 autorise le Tribunal qui condamne une personne pour une infraction visée à l'article 3 ou 4 à confisquer tous les biens objets de ladite infraction ou qui ont été utilisés aux fins de la commission de l'infraction.</li> <li>• L'article 6 autorise un tribunal à confisquer tout bien objet d'une infraction ou qui a été utilisé pour la commission d'une infraction, même en l'absence de condamnation pour une infraction visée à l'article 3 ou 4 si le tribunal est convaincu que ledit bien est entaché d'illégalité.</li> </ul> <p>d) <b>Loi de 2001 sur le blanchiment de capitaux</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'article 44 habilite les forces de l'ordre ainsi que la banque centrale à ordonner le gel de tout bien de toute personne, s'il existe des raisons de soupçonner que ladite personne a blanchi ou s'apprête à blanchir des capitaux.</li> <li>• L'article 45 habilite tout enquêteur, dans le cadre d'une enquête sur les activités de blanchiment d'argent, à saisir tout bien meuble s'il a des raisons de soupçonner que ledit bien est l'objet d'infraction ou qu'il constitue un élément de preuve.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Emprisonnement pour une durée minimale de cinq ans et maximale de 20 ans</li> <li>• Emprisonnement pour une durée minimale de cinq ans et maximale de 20 ans</li> </ul>	<p>1. La loi ne vise pas expressément les fonds et autres avoirs financiers ou ressources économiques des terroristes. Cependant, elle prévoit des sanctions à l'encontre de telles activités.</p> <p>1. La loi n'est pas encore entrée en vigueur.</p> <p>2. La loi ne vise pas directement le financement des actes terroristes. Toutefois, elle prévoit des sanctions pour réprimer lesdites activités.</p> <p>3. Les infractions inscrites visées dans la deuxième liste ne comprennent pas pour l'instant les infractions associées aux actes terroristes en vertu du Code pénal évoqué ci-dessus.</p>



<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'article 48 habilite le Procureur général, <b>nonobstant toute loi écrite ou règle de droit</b> et s'il est convaincu que cela est nécessaire aux fins de toute enquête sur des activités de blanchiment de capitaux, à autoriser tout enquêteur à : <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Analyser, examiner et copier les archives bancaires;</li> <li>♦ Inspecter le contenu de tout coffre d'une institution financière;</li> <li>♦ Demander des archives ou articles particuliers.</li> </ul> </li> <li>• L'article 49 autorise le Procureur, nonobstant toute loi ou règle de droit contraire et s'il a des motifs raisonnables de soupçonner, après ouverture d'une enquête aux termes de ladite loi, qu'une infraction pour blanchiment de capitaux a été commise, à demander à certaines personnes d'établir, sous forme de déclaration écrite sous serment, la liste de tous leurs biens décrits de façon à les identifier et à les situer.</li> <li>• L'article 50 autorise le Procureur, nonobstant toute autre disposition légale ou règle de droit, à geler tout bien meuble, notamment tout instrument financier ou augmentation de son montant placé dans une institution financière, s'il est convaincu au vu des informations qui lui ont été fournies par l'officier chargé de l'enquête, que le bien meuble fait l'objet d'une infraction de blanchiment d'argent ou en constitue la preuve.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'article 48 4) prévoit les peines ci-après : <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Amende d'un montant maximal de 1 million de ringgit; ou</li> <li>♦ Emprisonnement d'une durée maximale d'un an; ou</li> <li>♦ Les deux.</li> </ul> </li> <li>• L'article 49 3) prévoit les peines ci-après : <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Amende d'un montant maximal de 1 million de ringgit; ou</li> <li>♦ Emprisonnement d'une durée maximale d'un an; ou</li> <li>♦ Les deux en cas d'infraction continue et peut aussi être assortie d'une amende supplémentaire d'un montant maximal de 1 000 ringgit pour chaque jour supplémentaire d'infraction après la condamnation.</li> </ul> </li> <li>• L'article 50 3) prévoit les peines ci-après : <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Amende d'un montant maximal équivalant à deux fois le montant cédé, négocié ou autre en violation de l'ordonnance du Procureur général ou à 1 million de ringgit, quel que soit le montant le plus élevé; ou</li> <li>♦ Emprisonnement d'une durée maximale d'un an; ou</li> <li>♦ Les deux;</li> </ul> </li> </ul>	

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Cette prérogative peut être exercée après consultation de la Banque centrale de Malaisie, de la Commission des valeurs mobilières ou de l'Autorité chargée des services financiers offshore de Labuan, selon le cas.</li> <li>• L'article 51 autorise le Procureur à ordonner la saisie de tout bien meuble relatif à une opération de blanchiment de capitaux ou qui en constitue la preuve.</li> <li>• L'article 55 prévoit la confiscation de tout bien dont il est prouvé qu'il est l'objet d'une infraction de blanchiment de capitaux ou qu'il a été utilisé pour la commission de ladite infraction, dans le cadre de la procédure judiciaire.</li> <li>• L'article 56 prévoit la confiscation de tout bien gelé ou saisi en application de la loi en l'absence de poursuites judiciaires ou de condamnation pour blanchiment de capitaux.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>♦ En cas d'infraction continue, elle peut être assortie d'une amende supplémentaire d'un montant maximal de 1 000 ringgit pour chaque jour supplémentaire d'infraction après la condamnation.</li> <li>• L'article 51 5) prévoit les peines ci-après : <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Amende d'un montant maximal équivalant à deux fois la valeur du bien faisant l'objet de l'ordonnance du Procureur général ou à 1 million de ringgit, quel que soit le montant le plus élevé; ou</li> <li>♦ Emprisonnement d'une durée maximale d'un an; ou</li> <li>♦ Les deux;</li> <li>♦ En cas d'infraction continue, elle peut être assortie d'une amende supplémentaire d'un montant maximal de 1 000 ringgit pour chaque jour supplémentaire d'infraction après la condamnation.</li> </ul> </li> </ul>	

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Si le bien n'est pas confisqué, il sera remis à la personne à laquelle il a été saisi à l'expiration d'un délai de 12 mois à compter de la date de la saisie.</li> <li>• Aux termes de l'article 59, la Sessions Court peut prononcer une peine pécuniaire contre toute personne faisant l'objet d'une confiscation de biens, parce qu'elle bénéficie du produit d'une infraction de blanchiment de capitaux.</li> </ul> <p>e) <b>Code pénal</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'article 126 réprime les dégradations (mise à sac, pillage et destructions) ou le fait de se préparer à commettre de telles dégradations, sur le territoire d'une puissance alliée ou en paix avec le Yang di-Pertuan Agong.</li> </ul> <p>f) <b>Loi de 2001 sur l'entraide judiciaire en matière pénale</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Aux termes de cette loi, la confiscation des produits d'activités illicites peut être ordonnée à la demande d'un État étranger en cas d'infraction grave ou d'infraction grave à l'étranger.</li> <li>• L'État requérant doit présenter uniquement une ordonnance de confiscation délivrée par sa propre autorité compétente.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Emprisonnement d'une durée maximale de sept ans;</li> <li>• Punissable d'une amende; et</li> <li>• Punissable de confiscation de : <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Tout bien utilisé ou devant être utilisé pour lesdites dégradations;</li> <li>♦ Tout bien acquis au moyen desdites dégradations.</li> </ul> </li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Cette loi s'applique à toute personne qui commet des dégradations sur le territoire de toute puissance alliée ou en paix avec le Yang di-Pertuan Agong.</li> <li>2. Les infractions visées concernant les infractions commises sur le territoire national et celles visées aux articles 120 A, 125 et 126 peuvent également couvrir les infractions commises sur un territoire étranger.</li> <li>1. Cette loi est en cours d'élaboration.</li> <li>2. Le projet de loi ne vise pas expressément les actes terroristes. Toutefois, il autorise une coopération internationale pour ce qui concerne les enquêtes et poursuites judiciaires à cet égard.</li> <li>3. L'entraide est accordée si les conditions prévues par le projet de loi sont remplies, notamment la double incrimination et la réciprocité.</li> </ol>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'État requérant doit présenter uniquement une ordonnance de confiscation délivrée par sa propre autorité compétente.</li> <li>• Le projet de loi qualifie d'« infraction grave » toute infraction punissable de la peine de mort ou d'une peine d'emprisonnement minimale d'un an.</li> <li>• Toute infraction grave commise à l'étranger doit être dûment qualifiée sur le certificat de l'État étranger concerné. Ainsi, la loi sur l'entraide judiciaire en matière pénale pourrait être invoquée en cas d'acte de terrorisme étranger si l'État concerné la qualifie d'« infraction grave étrangère ».</li> </ul> <p><b>g) Loi de 1961 sur l'enlèvement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'article 7 autorise le Procureur général à ordonner à toute banque en Malaisie le gel de toutes les transactions concernant tout compte bancaire, pour une période déterminée d'un mois au plus, s'il a des raisons de supposer que l'argent devant servir au paiement de la rançon sera prélevé sur ledit compte bancaire.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'article 7 3) prévoit les peines ci-après : <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Amende d'un montant maximal de 5 000 ringgit.</li> </ul> </li> </ul>	<p>3. L'entraide est accordée si les conditions prévues par le projet de loi sont remplies, notamment la double incrimination et la réciprocité.</p> <p>4. Ce type d'entraide couvre généralement l'assistance lors de l'enquête et des procès mais ne permet pas de recourir à des moyens hasardeux pendant l'enquête.</p> <p>5. Dans l'attente de la promulgation et de l'entrée en vigueur du projet de loi, les demandes d'entraide peuvent être présentées sur commission rogatoire en vertu de l'article 66 du Règlement de 1980 de la Haute Cour. Toutefois, l'aide pouvant être fournie à ce titre est subordonnée à la condition que l'affaire doit être en instance devant le Tribunal. Aussi, l'entraide ne pourra être accordée si l'affaire n'en est qu'à la phase d'instruction.</p> <p>1. La loi ne vise pas expressément les actes terroristes. Cependant, elle prévoit des mesures de répression à l'encontre desdites activités.</p>
<p><b>1. Les lois susvisées sont appliquées et exécutées dans le respect de la loi et des principes de la justice naturelle et ce, par le jeu des contrepois entre les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. D'autres garanties des droits de la défense consacrées par la Constitution fédérale sont édictées par les textes régissant la matière.</b></p> <p><b>2. Les lois en question trouvent également application selon les faits et circonstances de la cause et les éléments de preuve produits.</b></p> <p><b>3. Ainsi, sans être parfaits, les textes malaisiens satisfont aux prescriptions de l'alinéa c) du paragraphe 1 de la résolution 1373 (2001).</b></p>			

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
<p><b>Paragraphe 1 d) :</b></p> <p>Les États doivent interdire à leurs nationaux ou à toute personne ou entité se trouvant sur leur territoire de mettre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ • Des fonds</li> <li>♦ • Avoirs financiers ou</li> <li>♦ • Ressources économiques ou</li> <li>♦ • Services financiers ou autres services connexes</li> <li>♦ À la disposition, directement ou indirectement,</li> <li>♦ De personnes qui commettent ou tentent de commettre des actes de terrorisme, les facilitent ou y participent (c'est-à-dire les auteurs).</li> </ul>	<p>a) <b>Code pénal</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'article 120A érige en infraction la conspiration à des fins criminelles. Les personnes qui coopèrent avec un terroriste qui peut se trouver ailleurs, en acceptant de commettre un acte illégal, sont considérées comme conspirant avec ledit terroriste.</li> <li>• L'article 125 érige en infraction la conduite de la guerre, ou des tentatives ou une assistance à cet effet, contre le gouvernement de toute puissance alliée ou en paix avec le Yang di-Pertuan Agong, que ce soit en alliance avec les ennemis du Yang di-Pertuan Agong ou autrement.</li> <li>• L'article 125 A érige en infraction le fait de « donner asile » ou de tenter de « donner asile » aux ennemis du Yang di-Pertuan Agong : <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ En Malaisie ou ailleurs; ou</li> <li>♦ Sur le territoire de toute puissance en guerre ou en autre</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Article 120 B 1) – Si la peine frappant l'infraction visée est la mort ou un emprisonnement de deux ans ou plus – <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ La même peine si l'intéressé a aidé à commettre l'infraction.</li> </ul> </li> <li>• Article 120 B 2) – Si la peine frappant l'infraction visée est autre que la mort ou un emprisonnement de deux ans ou plus – <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Emprisonnement d'une durée ne dépassant pas six mois, ou amende, ou les deux.</li> </ul> </li> <li>• Emprisonnement à vie, peine éventuellement assortie d'une amende; ou</li> <li>• Emprisonnement d'une durée pouvant aller jusqu'à 20 ans, peine éventuellement assortie d'une amende; ou</li> <li>• Amende.</li> <li>• Emprisonnement à vie, peine éventuellement assortie d'une amende; ou</li> <li>• Emprisonnement d'une durée pouvant aller jusqu'à 20 ans, peine éventuellement assortie d'une amende; ou</li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Le Code n'interdit pas spécifiquement la mise de fonds ou d'autres avoirs financiers ou ressources économiques à la disposition de terroristes. Mais il permet de prendre des mesures contre ces activités.</li> <li>2. Cet article s'applique à toute personne qui mène la guerre ou cherche à mener la guerre contre le gouvernement de toute puissance alliée ou en paix avec le Yang di-Pertuan Agong.</li> <li>3. Les infractions prévues comprennent les infractions commises à l'intérieur du pays et, dans le cas des infractions visées aux articles 120A, 125 et 126, peuvent comprendre celles commises en territoire étranger.</li> <li>4. Cet article s'applique à toute personne qui donne asile aux ennemis du Yang di-Pertuan Agong.</li> <li>5. L'expression « donner asile » est définie à l'article 130A comme incluant, notamment, la fourniture d'argent (appui financier).</li> </ol>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'article 125 A érige en infraction le fait de « donner asile » ou de tenter de « donner asile » aux ennemis du Yang di-Pertuan Agong : <ul style="list-style-type: none"> <li>En Malaisie ou ailleurs; ou</li> <li>Sur le territoire de toute puissance en guerre ou en autre situation d'hostilité ouverte avec le Yang di-Pertuan Agong.</li> </ul> </li> </ul> <p><b>b) Loi de 1965 sur les sociétés</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>L'article 217 1) h) prévoit la dissolution d'une société par ordre de la Haute Cour sur demande du Directeur du Registre des sociétés pour les raisons énoncées à l'article 218 1) m) et n).</li> <li>L'article 218 1) stipule que la Haute Cour peut ordonner la dissolution d'une société dans les conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>Aux termes de l'alinéa m), si la société est utilisée à des fins illégales ou dans un but préjudiciable à, ou incompatible avec, la paix, le bien-être, la sécurité, l'ordre public, le bon ordre ou la moralité en Malaisie.</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Emprisonnement à vie, peine éventuellement assortie d'une amende; ou</li> <li>Emprisonnement d'une durée pouvant aller jusqu'à 20 ans, peine éventuellement assortie d'une amende; ou</li> <li>Amende.</li> </ul>	<p>4. Cet article s'applique à toute personne qui donne asile aux ennemis du Yang di-Pertuan Agong.</p> <p>5. L'expression « donner asile » est définie à l'article 130A comme incluant, notamment, la fourniture d'argent (appui financier).</p> <p>6. Les infractions prévues comprennent les infractions commises à l'intérieur du pays et, dans le cas des infractions visées aux articles 120A, 125 et 126, peuvent comprendre celles commises en territoire étranger.</p> <p>1. La loi en question n'interdit pas expressément la mise à disposition de fonds ou autres avoirs financiers ou ressources économiques à des entités appartenant à ou contrôlées, directement ou indirectement, par des terroristes, ou au bénéfice de telles entités.</p> <p>2. Mais une action en dissolution peut être prise contre une société ayant des connexions terroristes pour l'empêcher de continuer à opérer en Malaisie.</p>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Aux termes de l'alinéa n), si la société est utilisée dans un but préjudiciable à la sécurité nationale ou à l'intérêt public.</li> </ul>		
<p><b>1. Les lois susvisées sont appliquées et exécutées dans le respect de la loi et des principes de la justice naturelle et ce, par le jeu des contrepois entre les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. D'autres garanties des droits de la défense consacrées par la Constitution fédérale sont édictées par les textes régissant la matière.</b></p> <p><b>2. Les lois en question trouvent également application selon les faits et circonstances de la cause et les éléments de preuve produits.</b></p> <p><b>3. Ainsi, sans être parfaits, les textes malaisiens satisfont aux prescriptions de l'alinéa d) du paragraphe 1 de la résolution 1373 (2001).</b></p>			
<p><b>Paragraphe 2 a) :</b></p> <p>Tous les États doivent s'abstenir d'apporter quelque forme d'appui que ce soit, actif ou passif, aux entités ou personnes impliquées dans des actes de terrorisme, notamment en réprimant le recrutement de membres de groupes terroristes et en mettant fin à l'approvisionnement en armes des terroristes.</p>	<p>a) <b>Loi de 1966 sur les sociétés</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>L'article 2A impose à toute société immatriculée l'obligation de mener ses activités et de conduire ses affaires de façon à assurer qu'elles soient conformes à la Constitution fédérale et aux Constitutions des États, ou de façon à assurer qu'elles contribuent à promouvoir l'application et le respect de ces textes. L'article 5 donne au Ministre le pouvoir de déclarer illégale toute société qui, à son avis, est utilisée à des fins préjudiciables à l'intérêt de la sécurité de la Malaisie, à l'ordre public ou à la moralité, ou incompatibles avec eux.</li> <li>L'article 42 érige en infraction le fait d'être membre de l'administration d'une société illégale.</li> <li>L'article 43 érige en infraction <ul style="list-style-type: none"> <li>Le fait d'être membre d'une société illégale;</li> <li>Le fait d'assister à une réunion d'une société illégale;</li> <li>Le fait de verser de l'argent ou de donner assistance à une</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Si les activités ou affaires d'une société donnée sont, de quelque façon que ce soit, en violation ou en dérogation, notamment, du système de gouvernement démocratique de la Malaisie, ou va à l'encontre de ce système ou fait montre de manque de respect envers ce système, le Directeur du Registre peut annuler l'immatriculation de cette société.</li> <li>Emprisonnement d'une durée ne dépassant pas 5 ans; ou</li> <li>Amende ne dépassant pas 15 000 ringgit; ou</li> <li>Les deux.</li> <li>Emprisonnement d'une durée ne dépassant pas trois ans; ou</li> <li>Amende ne dépassant pas 5 000 ringgit; ou</li> <li>Les deux.</li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>La loi en question n'interdit pas expressément l'assistance à des terroristes. Mais elle permet de prendre des mesures contre une telle assistance.</li> <li>La création d'une société illégale et le recrutement de membres d'une telle société sont érigées en infraction dans la législation nationale.</li> <li>Cette loi s'appliquera si le groupe terroriste a cherché à s'immatriculer en tant que société pour mener ses activités sous couvert en Malaisie</li> </ol>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'article 43 érige en infraction               <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Le fait d'être membre d'une société illégale;</li> <li>♦ Le fait d'assister à une réunion d'une société illégale;</li> <li>♦ Le fait de verser de l'argent ou de donner assistance à une société illégale ou pour en réaliser les objectifs.</li> </ul> </li> <li>• L'article 44 érige en infraction le fait de permettre sciemment la réunion d'une société illégale ou de ses membres dans des locaux quels qu'ils soient.</li> <li>• L'article 45 érige en infraction le fait d'inciter, d'induire ou d'inviter une autre personne à devenir membre d'une société illégale ou à aider à administrer une telle société.               <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ S'il y a usage de violence, de menaces ou d'intimidation, une peine plus grave est infligée.</li> </ul> </li> <li>• L'article 46 érige en infraction le fait d'acquérir ou d'essayer d'acquérir par l'intermédiaire de quiconque une souscription de capitaux ou une assistance en faveur d'une société illégale.</li> <li>• L'article 47 érige en infraction le fait d'imprimer, de publier, d'exposer, de vendre, ou d'expédier par la poste des documents sur les intérêts d'une société illégale ou de</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Emprisonnement d'une durée ne dépassant pas trois ans; ou</li> <li>♦ Amende ne dépassant pas 5 000 ringgit; ou</li> <li>♦ Les deux.</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Emprisonnement d'une durée ne dépassant pas trois ans; ou</li> <li>♦ Amende ne dépassant pas 10 000 ringgit; ou</li> <li>♦ Les deux.</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Emprisonnement d'une durée ne dépassant pas quatre ans; ou</li> <li>♦ Amende ne dépassant pas 15 000 ringgit; ou</li> <li>♦ Les deux.</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Emprisonnement d'une durée ne dépassant pas cinq ans; ou</li> <li>♦ Amende ne dépassant pas 15 000 ringgit; ou</li> <li>♦ Les deux.</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Emprisonnement d'une durée ne dépassant pas trois ans; ou</li> <li>♦ Amende ne dépassant pas 10 000 ringgit; ou</li> <li>♦ Les deux.</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Emprisonnement d'une durée ne dépassant pas deux ans; ou</li> <li>♦ Amende ne dépassant pas 5 000 ringgit; ou</li> <li>♦ Les deux.</li> </ul>	



<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<p>leur faire de la publicité sous toute autre forme.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'article 48 érige en infraction le fait d'agir pour le compte d'une société illégale, de la représenter ou de lui porter assistance.</li> <li>• L'article 53 érige en infraction le fait pour tout administrateur ou membre d'une société immatriculée de détourner les fonds ou les biens de cette société.</li> <li>• L'article 13 1) c) autorise le Directeur du Registre des sociétés à annuler l'immatriculation de toute société inscrite au Registre s'il a de bonnes raisons de penser, notamment, que : <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ L'immatriculation a été effectuée à la suite d'une fraude ou d'une erreur de présentation de tel ou tel détail matériel;</li> <li>♦ Il y a probabilité que la société soit utilisée à des fins illégales ou à des fins préjudiciables à la paix, au bien-être, au bon ordre ou à la moralité en Malaisie ou incompatible avec eux.</li> <li>♦ La société poursuit des objectifs autres que ceux pour lesquels elle a été enregistrée.</li> </ul> </li> </ul> <p>b) <b>Loi de 1960 sur les armes</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'article 3 érige en infraction le fait de posséder, d'avoir sous sa garde ou son contrôle, de porter ou d'utiliser des armes ou des munitions sans licence ou permis.</li> <li>• L'article 4 porte sur la délivrance de licences ou de permis de possession ou de port d'armes par le chef de la police de l'État intéressé.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Emprisonnement d'une durée ne dépassant pas cinq ans; ou</li> <li>♦ Amende ne dépassant pas 15 000 ringgit; ou</li> <li>♦ Les deux.</li> <li>♦ Amende ne dépassant pas 5 000 ringgit.</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Article 8 <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Emprisonnement d'une durée ne dépassant pas sept ans; ou</li> <li>♦ Amende ne dépassant pas 10 000 ringgit; ou</li> <li>♦ Les deux.</li> </ul> </li> </ul>	<p>1. La loi en question n'interdit pas expressément d'apporter un appui à des terroristes. Mais elle permet de prendre des mesures contre de telles activités.</p> <p>2. La fabrication, la possession, la garde, le contrôle, le port et l'utilisation illégaux d'armes et de munitions sont érigés en infraction dans la législation nationale et sont</p>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<p>b) <b>Loi de 1960 sur les armes</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>L'article 3 érige en infraction le fait de posséder, d'avoir sous sa garde ou son contrôle, de porter ou d'utiliser des armes ou des munitions sans licence ou permis.</li> <li>L'article 4 porte sur la délivrance de licences ou de permis de possession ou de port d'armes par le chef de la police de l'État intéressé.</li> <li>L'article 5 régit l'octroi et le renouvellement des permis de possession et de port d'armes.</li> <li>L'article 7 impose l'obligation de signaler la perte ou la destruction d'armes ou de munitions. Il érige également en infraction l'effaçage, la déformation, l'altération, la contrefaçon ou la falsification délibérés de la marque d'identification du fabricant sur une arme.</li> <li>L'article 11 érige en infraction la vente ou le transfert d'armes ou de munitions sans permis.</li> <li>L'article 12 érige en infraction la fabrication d'armes ou de munitions sans permis.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Article 8 <ul style="list-style-type: none"> <li>Emprisonnement d'une durée ne dépassant pas sept ans; ou</li> <li>Amende ne dépassant pas 10 000 ringgit; ou</li> <li>Les deux.</li> </ul> </li> <li>Article 8 <ul style="list-style-type: none"> <li>Emprisonnement d'une durée ne dépassant pas sept ans; ou</li> <li>Amende ne dépassant pas 10 000 ringgit; ou</li> <li>Les deux.</li> </ul> </li> <li>Article 7 2) <ul style="list-style-type: none"> <li>Emprisonnement d'une durée ne dépassant pas deux ans; ou</li> <li>Amende ne dépassant pas 2 000 ringgit; ou</li> <li>Les deux.</li> </ul> </li> <li>Article 11 5) <ul style="list-style-type: none"> <li>Emprisonnement d'une durée ne dépassant pas deux ans; ou</li> <li>Amende ne dépassant pas 2 000 ringgit; ou</li> <li>Les deux.</li> </ul> </li> <li>Article 14 <ul style="list-style-type: none"> <li>Peine de mort; ou</li> <li>Emprisonnement à vie et</li> </ul> </li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>La loi en question n'interdit pas expressément d'apporter un appui à des terroristes. Mais elle permet de prendre des mesures contre de telles activités.</li> <li>La fabrication, la possession, la garde, le contrôle, le port et l'utilisation illégaux d'armes et de munitions sont érigés en infraction dans la législation nationale et sont strictement réglementés par la Police royale de Malaisie en vertu de ladite loi.</li> </ol>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'article 12 érige en infraction la fabrication d'armes ou de munitions sans permis.</li> <li>• L'article 15 érige en infraction l'importation d'armes ou de munitions sans permis.</li> <li>• L'article 19 érige en infraction l'exportation d'armes ou de munitions sans permis.</li> <li>• L'article 24 érige en infraction la dissimulation d'armes ou de munitions importés sans permis.</li> <li>• L'article 32 érige en infraction le fait de fabriquer ou de tenter de fabriquer ou d'utiliser de façon quelconque une arme ou une imitation d'arme dans l'intention de résister à une arrestation ou d'empêcher l'appréhension ou la détention légale de soi-même ou de toute autre personne.</li> <li>• L'article 33 érige en infraction la possession, le contrôle ou le port de toutes armes et munitions lorsque l'on peut présumer que la but</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Article 14 <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Peine de mort; ou</li> <li>♦ Emprisonnement à vie et flagellation avec un minimum de six coups de fouet;</li> <li>♦ Dans le cas d'une compagnie, firme ou société ou groupe de personnes, amende ne dépassant pas 500 000 ringgit.</li> </ul> </li> <li>• Article 23 – Violation des articles 15 ou 19 : <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Emprisonnement d'une durée ne dépassant pas sept ans; ou</li> <li>♦ Amende ne dépassant pas 10 000 ringgit; ou</li> <li>♦ Les deux.</li> </ul> </li> <li>• Article 24 <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Emprisonnement d'une durée ne dépassant pas sept ans; ou</li> <li>♦ Amende ne dépassant pas 10 000 ringgit; ou</li> <li>♦ Les deux.</li> </ul> </li> <li>• Article 32 <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Emprisonnement à vie ou d'une durée ne dépassant pas 14 ans <ul style="list-style-type: none"> <li>○ S'il s'agit d'une infraction relevant de la première catégorie définie par la loi (Code pénal, décret de 1955 sur les délits mineurs);</li> <li>○ Emprisonnement d'une durée ne dépassant pas 10 ans outre toute autre peine imposée en vertu de l'article 32.</li> </ul> </li> </ul> </li> <li>• Article 33 <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Emprisonnement d'une durée ne dépassant pas sept ans; ou</li> </ul> </li> </ul>	

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'article 33 érige en infraction la possession, le contrôle ou le port de toutes armes et munitions lorsque l'on peut présumer que le but poursuivi est illégal.</li> <li>• L'article 35 érige en infraction le fait pour une personne légalement autorisée à posséder ou à contrôler des armes ou des munitions de perdre ces armes ou munitions ou de se les faire voler à moins qu'elle ne puisse prouver qu'elle a pris toutes les précautions raisonnables pour se prémunir contre cette perte ou ce vol.</li> <li>• Les autres dispositions pertinentes sont énoncées aux articles 36, 37, 38, 40, 48, 49, 50, 51, 52, 53 et 54.</li> </ul> <p>c) <b>Loi de 1971 sur les armes à feu (aggravation des sanctions)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La loi prévoit une aggravation des sanctions dans le cas d'infractions commises au moyen d'armes à feu ou ayant trait aux armes à feu</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Article 33 <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Emprisonnement d'une durée ne dépassant pas sept ans; ou</li> <li>♦ Amende ne dépassant pas 10 000 ringgit; ou</li> <li>♦ Les deux;</li> <li>♦ Cette infraction est également passible de flagellation.</li> </ul> </li> <li>• Article 35 <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Emprisonnement d'une durée ne dépassant pas un an; ou</li> <li>♦ Amende ne dépassant pas 1 000 ringgit; ou</li> <li>♦ Les deux.</li> </ul> </li> <li>• Aux termes de l'article 3, est passible de la peine de mort quiconque fait feu avec l'intention de provoquer la mort ou de blesser une personne alors qu'il commet, tente de commettre ou est le complice de l'une des infractions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Extorsion;</li> <li>♦ Vol qualifié;</li> <li>♦ Acte par lequel une personne se soustrait ou tente de se soustraire à une arrestation ou tente d'empêcher l'arrestation d'un tiers par un policier ou un représentant des forces de l'ordre</li> </ul> </li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Sans viser expressément l'appui aux terroristes en réprimant la fourniture d'armes, la loi permet de prendre des mesures à l'encontre de tels agissements.</li> <li>2. La loi réprime la détention et l'utilisation illicites d'armes à feu et prévoit des sanctions aggravées.</li> </ol>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
		<p>dûment mandaté pour procéder à des arrestations;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Acte par lequel une personne se soustrait à la garde légale;</li> <li>♦ Enlèvement ou rapt au sens des articles 363 à 367 du Code pénal et de l'article 3 de la loi de 1961 réprimant l'enlèvement;</li> <li>♦ Effraction ou violation de domicile au sens des articles 454 à 460 du Code pénal.</li> </ul> <p>(ci-après appelée « infraction réprimée »)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Aux termes de l'article 3 A, est passible de la peine de mort quiconque est complice d'une personne qui décharge son arme à feu avec l'intention de tuer ou de blesser une tierce personne alors qu'elle commet, tente de commettre ou est le complice d'une infraction réprimée par la loi, à moins qu'elle ne puisse prouver qu'elle a pris toutes les mesures voulues pour empêcher le coup de partir.</li> <li>• L'article 4 prévoit une peine d'emprisonnement à vie assortie d'au moins six coups de fouet pour quiconque manipule une arme à feu de façon telle qu'il risque de tuer ou de blesser une tierce personne alors qu'il commet, tente de commettre ou est le complice d'une infraction réprimée par la loi.</li> <li>• L'article 5 prévoit une peine d'emprisonnement à vie assortie d'au moins six coups de fouet pour quiconque est en possession d'une arme à feu alors qu'il commet, tente de commettre ou est le complice d'une infraction réprimée par la loi.</li> </ul>	

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>La loi précise également quels sont les tribunaux compétents pour statuer sur les infractions visées.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'article 6 prévoit une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 10 ans assortie d'au moins trois coups de fouet pour quiconque exhibe une arme à feu factice de façon à faire croire à une autre personne qu'elle risque d'être tuée ou blessée, alors qu'il commet, tente de commettre ou est le complice d'une infraction réprimée par la loi.</li> <li>L'article 7 1) prévoit la peine de mort ou une peine d'emprisonnement à vie assortie d'au moins six coups de fouet pour quiconque se livre au trafic d'armes à feu</li> <li>L'article 7 2) dispose que quiconque est en possession illicite de plus de deux armes à feu est présumé se livrer au trafic d'armes.</li> <li>L'article 8 prévoit une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 14 ans assortie d'au moins six coups de fouet pour quiconque détient illégalement une arme à feu.</li> <li>L'article 9 prévoit une peine d'emprisonnement de 14 ans au plus assortie d'au moins six coups de fouet pour quiconque s'associe ou entretient des relations avec une personne qui détient illégalement une arme à feu, à moins qu'il ne puisse prouver qu'il était fondé à penser que cette personne n'était pas en possession illicite d'une arme à feu.</li> <li>L'article 10 dispose que la Sessions Court (cour d'assises) a compétence pour statuer sur l'ensemble des infractions visées par la loi, à l'exception des infractions visées</li> </ul>	

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'article 12 dispose qu'une mise en liberté sous caution ne peut être accordée à toute personne qui est poursuivie pour une infraction visée par la loi</li> <li>d) <b>Loi de 1958 sur les substances corrosives et explosives et les armes offensives</b></li> <li>• La loi prévoit des peines réprimant la possession illicite de substances corrosives et explosives et le port d'armes offensives</li> <li>• Aux termes de l'article 3, est en infraction quiconque porte ou a en sa possession ou sous son contrôle toute substance corrosive ou explosive dans des circonstances telles que l'on peut présumer raisonnablement qu'il entend se servir de ces substances ou aider d'autres personnes à s'en servir dans l'intention de nuire.</li> <li>• Aux termes de l'article 4, est en infraction quiconque : <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Utilise ou tente d'utiliser illicitement et dans l'intention de nuire une substance corrosive ou explosive, quelle qu'elle soit, afin de provoquer des dommages; ou</li> </ul> </li> </ul>	<p>par les articles 3 et 3 A (pour lesquelles la Haute Cour a compétence) et pour infliger la peine maximale qui est prévue par la loi, à l'exception de la peine de mort.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La Haute Cour peut, si le Ministère public en décide ainsi, avoir à connaître des infractions considérées.</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Emprisonnement d'une durée de trois ans au plus assorti de coups de fouet</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Que des dommages aient été causés ou non : <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Emprisonnement d'une durée de sept ans au plus assorti de coups de fouet.</li> </ul> </li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Sans viser expressément l'appui aux terroristes en réprimant la fourniture d'armes, la loi permet de prendre des mesures à l'encontre de tels agissements.</li> <li>2. La loi réprime la possession illicite de substances corrosives et explosives et le port d'armes offensives.</li> </ol>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Provoque ou tente de provoquer au moyen d'une substance explosive une explosion de nature à causer des dommages.</li> <li>• Aux termes de l'article 5, est en infraction quiconque s'associe ou entretient des relations avec une autre personne qui porte, est en possession ou a sous son contrôle une substance corrosive ou explosive, en contravention de l'article 3, dans des circonstances telles que l'on est fondé à croire qu'il avait connaissance de la situation susmentionnée, à moins qu'il n'ait eu des raisons valables de croire que l'autre personne agissait de la sorte à des fins licites.</li> <li>• Aux termes de l'article 6, est en infraction quiconque porte ou a en sa possession ou sous son contrôle une arme offensive sur une voie publique ou dans un lieu public, sans y avoir été légalement autorisé ou sans un motif licite.</li> <li>• Aux termes de l'article 7, est en infraction quiconque : <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Porte ou a en sa possession ou sous son contrôle; ou</li> <li>♦ Fabrique, vend, loue ou offre ou encore expose à des fins de vente ou de location; ou</li> <li>♦ Prête ou donne à une autre personne.</li> </ul> une arme appartenant à la catégorie considérée, à des fins illicites </li> </ul> <p>[* par « arme appartenant à la catégorie considérée », on entend l'un des couteaux ou des instruments tranchants décrits à l'annexe 2 de la loi.]</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La même peine que la personne avec laquelle il était associé ou entretenait des relations.</li> <li>• Emprisonnement d'une durée de deux ans au plus assortie de coups de fouet.</li> <li>• Emprisonnement d'une durée de deux ans au plus; ou</li> <li>• Amende à concurrence de 2000 ringgit; ou</li> <li>• Les deux</li> <li>• En cas de récidive, emprisonnement d'au moins un an et de trois ans au plus.</li> </ul>	



<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aux termes de l'article 8, est en infraction quiconque s'associe ou entretient des relations avec une autre personne qui porte, est en possession ou a sous son contrôle une arme offensive, en contravention de l'article 6, dans des circonstances telles que l'on peut présumer raisonnablement qu'il avait connaissance de la situation susmentionnée, à moins qu'il n'ait eu des raisons valables de croire que l'autre personne agissait de la sorte à des fins licites.</li> <li>• L'article 10 dispose que les substances corrosives et explosives et les armes offensives saisies au titre d'une infraction visée par la loi sont détruites conformément aux dispositions du Code de procédure pénale.</li> <li>• L'article 11 prévoit que la présence d'une substance explosive ou corrosive dans des locaux constitue une présomption irréfragable de la responsabilité de l'occupant des locaux, lequel est considéré être en possession de ladite substance, à moins qu'il n'établisse la preuve : <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Qu'une autre personne était en possession de ladite substance; ou</li> <li>♦ Qu'il n'avait pas connaissance de la présence de ladite substances dans les locaux ou n'avait pas de moyens raisonnables de supposer la présence de telles substances</li> </ul> et qu'il avait pris toutes les précautions voulues pour empêcher que de telles substances y soient entreposées. </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La même peine que la personne avec laquelle il était associé ou entretenait des relations</li> </ul>	

Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU	Textes de droit interne applicables	Peines	Observations
	<p>e) <b>Loi de 1957 sur les explosifs</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Aux termes de l'article 3, le Ministre est habilité à faire savoir, par publication au <i>Journal officiel</i>, qu'une substance est dangereuse soit en raison de ses propriétés explosives soit du fait de procédés de fabrication qui peuvent déclencher son explosion, ce qui équivaut à élargir la définition du terme « explosif » tel qu'il est employé dans la loi.</li> <li>Aux termes de l'article 4, le Ministre est habilité à interdire, par publication au <i>Journal officiel</i>, soit totalement soit dans certaines conditions, la fabrication, la possession et l'importation de tout explosif : <ul style="list-style-type: none"> <li>Qui est utilisé de telle sorte qu'il met en danger la vie d'autrui ou trouble l'ordre public; ou</li> <li>Qui présente un caractère de dangerosité tel que, de l'avis du Ministre, il en va de l'intérêt général de publier une telle notification</li> </ul> </li> <li>Quiconque fabrique, détient ou importe un explosif en contravention d'une notification publiée conformément aux dispositions de l'article 4 commet une infraction.</li> <li>La découverte d'un explosif visé par les dispositions de l'article 4 abord d'un véhicule, d'un bateau ou d'un aéronef constitue de prime abord une présomption que le véhicule, le bateau ou l'aéronef a servi à l'importation dudit explosif en violation de la loi ou à la réception</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Emprisonnement d'une durée de cinq ans; ou</li> <li>Amende de 10 000 ringgit; ou</li> <li>Les deux.</li> <li>Si un véhicule, un bateau ou un aéronef sert à l'importation d'un explosif ou à la réception ou à l'entreposage d'un explosif importé : <ul style="list-style-type: none"> <li>Le propriétaire, le capitaine ou le commandant dudit moyen de transport est passible d'une</li> </ul> </li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>Sans viser expressément l'appui aux terroristes en réprimant la fourniture d'explosifs, la loi permet de prendre des mesures à l'encontre de tels agissements.</li> <li>La loi réprime la fabrication, l'utilisation, la vente, l'entreposage, le transport, l'importation et l'exportation illicites d'explosifs.</li> </ol>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<p>ou à l'entreposage de l'explosif importé en violation de la loi.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Aux termes de l'article 5, est en infraction quiconque commet de propos délibéré ou par négligence un acte qui risque de provoquer une explosion ou un incendie dans une usine, un magasin, un hangar, un entrepôt, un atelier, un véhicule, un bateau ou un aéronef ou dans tout local où sont entreposés des explosifs.</li> <li>• Aux termes de l'article 6, est en infraction quiconque provoque au moyen d'un explosif utilisé en toute illégalité et dans l'intention de nuire une explosion de nature à mettre en danger la vie d'autrui et à occasionner de graves dégâts matériels.</li> <li>• Aux termes de l'article 7, est en infraction quiconque, en toute illégalité et dans l'intention de nuire : <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Perpètre ou s'apprête à perpétrer un acte tendant à provoquer au moyen d'un explosif une explosion de nature à mettre en danger la vie d'autrui ou à</li> </ul> </li> </ul>	<p>amende de 10 000 ringgit, à moins qu'il ne puisse faire la preuve devant le tribunal qu'il n'a pas pris part au chargement de l'explosif à bord du véhicule, du bateau ou de l'aéronef et que l'infraction a été perpétrée à son insu et sans son consentement; et</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Le véhicule, le bateau ou l'aéronef peut être saisi à la demande du tribunal aux fins de servir de garantie au paiement du montant fixé par le tribunal, à concurrence de 10 000 ringgit.</li> <li>• Emprisonnement d'une durée de cinq ans; ou</li> <li>• Amende de 10 000 ringgit; ou</li> <li>• Les deux.</li> <li>• Que l'explosion ait occasionné ou non des blessures ou des dégâts matériels : <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Emprisonnement d'une durée de sept ans; ou</li> <li>♦ Amende de 10 000 ringgit; ou</li> <li>♦ Les deux.</li> </ul> </li> <li>• Qu'une explosion ait eu lieu ou non et que des personnes aient été blessées et des biens matériels endommagés ou non : <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Emprisonnement d'une durée de sept ans; ou</li> <li>♦ Amende de 10 000 ringgit; ou</li> <li>♦ Les deux.</li> </ul> </li> </ul>	

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<p>occasionner de graves dégâts matériels; ou</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Fabrique ou a en sa possession ou sous son contrôle des explosifs, en vue de mettre en danger la vie d'autrui ou d'occasionner de graves dégâts matériels ou de donner les moyens à d'autres personnes d'atteindre des visées du même ordre.</li> <li>• Aux termes de l'article 8, est en infraction quiconque fabrique ou conserve délibérément en sa possession ou sous son contrôle des explosifs, dans des circonstances telles que l'on est fondé à croire qu'il nourrit des intentions illicites, à moins qu'il ne puisse établir la preuve du contraire.</li> <li>• Aux termes de l'article 17, le tribunal saisi de l'affaire est habilité à ordonner la confiscation de l'explosif, du composant de l'explosif ou de la substance (le cas échéant) qui a donné lieu à une infraction ainsi que de toute partie de l'explosif, composant ou substance et des récipients qui les contiennent dès lors qu'une personne a été reconnue coupable d'une infraction visée par la loi.</li> <li>• L'article 22 établit une présomption réfragable selon laquelle : <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Quiconque a eu en sa possession ou sous son contrôle un article ayant contenu un explosif est considéré comme ayant eu en sa possession l'explosif lui-même</li> <li>♦ l'occupant d'une maison ou d'un local dans lequel un explosif a été trouvé est considéré être le possesseur dudit explosif.</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Emprisonnement d'une durée de sept ans; ou</li> <li>• Amende de 10 000 ringgit; ou</li> <li>• Les deux.</li> </ul>	

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<p><b>f) Loi de 1960 sur la sécurité intérieure</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>L'article 57 érige en infraction le port, la possession ou le contrôle illicite d'une arme à feu, de munitions ou d'explosifs dans une zone de sécurité.</li> <li>Aux termes de l'article 58, est en infraction quiconque s'associe ou entretient des relations avec une personne qui porte ou a en sa possession ou sous son contrôle des armes à feu, des munitions ou des explosifs dans une zone de sécurité, sans y avoir été légalement autorisée.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Peine de mort</li> <li>S'il y a intention de nuire à la sécurité ou au maintien de l'ordre public : <ul style="list-style-type: none"> <li>Peine de mort ou emprisonnement à vie.</li> </ul> </li> <li>Si ce n'est pas le cas, mais que l'intéressé savait que l'autre personne avait en sa possession des armes, des munitions et des explosifs <ul style="list-style-type: none"> <li>Emprisonnement d'une durée ne dépassant pas 10 ans.</li> </ul> </li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>Sans viser expressément l'appui aux terroristes, la loi permet de prendre des mesures à l'encontre de tels agissements.</li> <li>La loi réprime la possession illicite d'armes.</li> </ol>
<p><b>1. Les lois susvisées sont appliquées et exécutées dans le respect de la loi et des principes de la justice naturelle et ce, par le jeu des contrepoids entre les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. D'autres garanties des droits de la défense consacrées par la Constitution fédérale sont édictées par les textes régissant la matière.</b></p> <p><b>2. Les lois en question trouvent également application selon les faits et circonstances de la cause et les éléments de preuve produits.</b></p> <p><b>3. Ainsi, sans être parfaits, les textes malaisiens satisfont aux prescriptions de l'alinéa a) du paragraphe 2 de la résolution 1373 (2001).</b></p>			
<p><b>Paragraphe 2 b)</b></p> <p>Les États doivent prendre les mesures voulues pour empêcher que des actes de terrorisme ne soient commis, notamment en assurant l'alerte rapide d'autres États par l'échange de renseignements.</p>	<p><b>a) Loi de 1967 relative à la police</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>L'article 3 3) prévoit que la Police royale de Malaisie a pour responsabilité de : <ul style="list-style-type: none"> <li>Maintenir l'ordre public;</li> <li>Préserver la paix et la sécurité en Malaisie;</li> <li>Prévenir et repérer les activités criminelles;</li> <li>Appréhender et poursuivre les auteurs d'infractions pénales;</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Article 94 : Le refus d'obtempérer en cas d'ordre conforme à la loi donné par un représentant de la force publique est considéré comme une infraction : <ul style="list-style-type: none"> <li>Peine générale : <ul style="list-style-type: none"> <li>Imposition d'une amende allant jusqu'à 500 ringgit, ou;</li> <li>D'une peine de prison de six mois au maximum;</li> <li>Ou des deux.</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>Pour prévenir la commission d'actes de terrorisme, il faudra notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>Rassembler des informations et les échanger;</li> <li>Empêcher leur financement (voir plus haut);</li> <li>Empêcher leur approvisionnement (notamment en armes) (voir plus haut);</li> <li>Arrêter, placer en détention et traduire en justice les terroristes;</li> </ul> </li> </ol>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Rassembler des renseignements en matière de sécurité;</li> <li>• L'article 19 dispose que chaque agent de police est considéré comme étant toujours en service lorsqu'il est appelé à intervenir et qu'il exerce les fonctions et jouit des pouvoirs qui lui sont conférés par la loi relative à la police ou une autre loi, en tout lieu du territoire malaisien où il peut être amené à exercer ses fonctions;</li> <li>• L'article 20 1) impose à chaque agent de police le devoir d'exercer les fonctions et les pouvoirs qui lui sont imposés ou conférés par la loi;</li> <li>• L'article 20 3) dispose que, dans l'exercice des fonctions prévues à l'article 3 3), un agent de police peut prendre toutes les mesures et commettre toutes les actions licites qui s'imposent en vue notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ De l'arrestation de toute personne qu'il est légalement en droit d'appréhender;</li> <li>♦ Du traitement des renseignements en matière de sécurité;</li> <li>♦ De l'exercice de l'action publique;</li> </ul> </li> <li>• La loi accorde des pouvoirs de police spéciaux dans le cadre de l'exercice de certaines fonctions comme le contrôle de la circulation, la protection des biens, la vérification des permis, l'inspection des véhicules, etc., l'immobilisation et la fouille des aéronefs, la mise en place de barrages routiers ou l'imposition de couvre-feux.</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Prononcer des peines dissuasives contre les terroristes.</li> </ul> <ol style="list-style-type: none"> <li>2. Les menaces internes pesant sur la sécurité relèvent de la responsabilité de la Police royale de la Malaisie, les menaces externes de celle des forces armées.</li> <li>3. La Police royale et les forces armées disposent de leurs propres services qui, jusqu'à présent, agissaient de façon indépendante sauf dans certains cas particuliers.</li> <li>4. Les échanges d'informations se font séparément, soit par le biais des organisations de police (Interpol, EUROPOL et ASEANAPOL), soit par celui des organisations militaires (OTAN, FPDA) en fonction des accords bilatéraux et multilatéraux existant dans chacun de ces deux domaines</li> </ol>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<p><b>b) Code de procédure pénale</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'article 13 impose au public le devoir de fournir à la police tout renseignement concernant la commission par quiconque d'une infraction tombant notamment, sous le coup des articles 125, 126 et 130 du Code pénal (qui sont décrits plus haut) ou l'intention de commettre une telle infraction.</li> <li>• L'article 52 1) autorise les juges de la Haute Cour ou du tribunal de première instance à exiger que les services de poste et de télégraphe leur remettent tout envoi postal, télégramme ou autre document qu'ils estiment être nécessaire à l'enquête, au procès ou à toute autre procédure prévue par le Code pénal.</li> <li>• En vertu de l'article 52 2), le Procureur peut : <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Exiger des services de poste et de télégraphe qu'ils fassent des recherches sur tout envoi postal, télégramme ou autre document qu'il estime être nécessaire à l'enquête, au procès ou à toute autre procédure prévue par le Code pénal;</li> <li>♦ Conserver ce document en attendant les instructions du juge de la Haute Cour ou du tribunal de première instance.</li> </ul> </li> <li>• L'article 103 autorise les agents de police à s'interposer en vue d'empêcher la commission d'une infraction flagrante et leur impose de faire tout ce qui est en leur pouvoir en usant de tous les moyens que lui reconnaît la loi afin d'empêcher la commission d'une telle infraction.</li> </ul>		<p>1. Le Code ne vise pas expressément à lutter contre les actes de terrorisme, mais il permet l'adoption de mesures tendant à les prévenir.</p>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'article 2 définit l'infraction flagrante comme étant une infraction dont l'agent de police peut en règle générale arrêter l'auteur sans avoir à obtenir un mandat d'arrêt conformément au Livre Premier.</li> <li>• L'article 104 exige de tout agent de police détenant des éléments d'information relatifs à une infraction projetée qu'il les communique à son supérieur hiérarchique et à tout autre agent en service dont les fonctions consistent à empêcher la commission d'une telle infraction ou à la constater si elle a été commise.</li> <li>• L'article 105 prévoit que tout agent de police sachant qu'une personne a formé le dessein de commettre une infraction punissable pourra, sans ordonnance ni mandat délivré par un magistrat, arrêter cette personne dès lors qu'il estime ne pas pouvoir prévenir autrement la perpétration de l'infraction.</li> <li>• L'article 106 donne à l'agent de police le pouvoir d'intervenir de sa propre initiative pour empêcher toute action dont il estime qu'elle vise à endommager un bien public, meuble ou immeuble, ou à enlever ou endommager un amér, une balise ou tout autre repère officiel utilisé en navigation.</li> <li>• En vertu de l'article 107, tout agent de police responsable d'un commissariat est tenu de consigner tout élément d'information relatif à la commission d'une infraction qui lui a été communiqué oralement (premier rapport d'information).</li> </ul>		



<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<p>c) <b>Lois de 1972 sur les forces armées</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'article 3 2) prévoit la mise en alerte des forces armées en cas de besoin. Il donne au Ministre le pouvoir de décréter une période de « service actif » d'une durée inférieure à trois mois même si ces forces ne participent pas en fait à des opérations contre l'ennemi lorsque des opérations de ce type sont prévisibles à court terme. Il peut prolonger cette période de trois mois au maximum à chaque fois qu'il l'estime nécessaire.</li> <li>• L'article 38 1) érige en infraction le fait pour des membres des forces armées de fournir à l'ennemi une assistance quelconque, notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ De fournir à l'ennemi des armes, des munitions ou tout autre approvisionnement susceptibles de l'aider;</li> <li>♦ De recueillir ou protéger un ennemi qui n'a pas le statut de prisonnier de guerre;</li> <li>♦ De contribuer à la capture ou la destruction par l'ennemi de : <ul style="list-style-type: none"> <li>– Tout navire ou aéronef du Yang di-Pertuan Agong;</li> <li>– Tout navire ou aéronef de toute force alliée du Yang di-Pertuan Agong.</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul>	<p>Article 38 1) : Condamnation prononcée par un tribunal militaire</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'accusé est passible de la peine de mort ou de toute autre peine prévue par la loi.</li> </ul> <p>Article 38 2) : Condamnation prononcée par un tribunal militaire</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Si l'accusé a, de propos délibéré et sans excuse valable, commis un acte réprimé par l'article 38 1) mais que l'intention de rendre service à l'ennemi n'a pas pu être prouvée : <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Imposition d'une peine d'emprisonnement ou de toute autre peine moins sévère prévue par la loi</li> </ul> </li> </ul> <p>Article 38 3) : Condamnation prononcée par un tribunal militaire</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Si l'accusé a par sa négligence contribué à la capture ou la destruction, par l'ennemi de : <ul style="list-style-type: none"> <li>– Tout navire ou aéronef appartenant au Yang di-Pertuan Agong</li> </ul> </li> </ul>	<p>1. La loi ne couvre pas les actes de terrorisme bien qu'elle soit censée s'appliquer aux forces armées. Elle permet aussi de prendre des mesures visant à prévenir de tels actes.</p>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'article 41 érige en infraction le fait, pour des membres des forces armées, de communiquer avec l'ennemi ou de lui fournir des renseignements dans le but de l'aider.</li> <li>• L'article 41 3) définit ainsi le terme « renseignement » : <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Une donnée sur tout élément d'information dont la divulgation serait ou pourrait être directement ou indirectement utile à l'ennemi;</li> <li>♦ En particulier, mais sans préjudice du caractère général des dispositions qui précèdent, une donnée concernant tout élément d'information visé dans les paragraphes ci-après, avant la divulgation serait ou pourrait être directement ou indirectement utile à l'ennemi, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> <li>– Les effectifs, la description, l'armement, le matériel, le positionnement, les mouvements ou la situation des forces armées de Sa Majesté ou de leurs alliés, ou de tout navire ou aéronef appartenant à ceux-ci;</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Tout navire ou aéronef appartenant aux forces alliées du Yang di-Pertuan Agong</li> <li>♦ Imposition d'une peine d'emprisonnement ou de toute autre peine moins sévère prévue par la loi</li> </ul> <p>Article 41 1) : Condamnation prononcée par un tribunal militaire</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'accusé est passible de la peine de mort ou de toute autre peine prévue par la loi</li> <li>• Si l'accusé a agi sans pouvoirs, il est passible d'une peine d'emprisonnement ou de toute autre peine moins sévère prévue par la loi</li> </ul>	

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Toute opération ou tout projet d'opération de ces forces armées, ou encore des navires ou aéronefs susmentionnés;</li> <li>– Tout code, combinaison chiffrée, indicatif d'appel, mot de passe ou signal d'identification convenu;</li> <li>– Toute mesure prise en vue de la défense ou de la fortification de tout site au nom de Sa Majesté;</li> <li>– Le nombre de la description des prisonniers de guerre ou le lieu où ils se trouvent;</li> <li>– Les munitions de guerre.</li> </ul> <p>d) <b>Loi de 1960 sur la sécurité intérieure</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'article 2 contient une définition du terme « terroriste » mais celle-ci ne semble pas couvrir le terrorisme international.</li> <li>• Les articles 8 et 73 autorisent la détention préventive de personnes soupçonnées d'agissements portant préjudice à : <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ La sécurité nationale;</li> <li>♦ La prestation des services essentiels;</li> <li>♦ L'économie nationale.</li> </ul> </li> <li>• L'article 38 dispose que tout agent de la force publique ou toute personne autorisée à perquisitionner en vertu de l'article 36 peut saisir tout document ou objet dont on peut légitimement penser qu'il est lié à la commission d'une infraction tombant sous le coup du chapitre IV de la loi (art. 32 à 41) ou de tout</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Article 44 A – Peine générale pour les infractions visées dans la partie II (art. 3 à 46) <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Imposition d'une amende allant jusqu'à 1 000 ringgit, ou</li> <li>♦ D'une peine de prison d'un an au maximum; ou</li> <li>♦ Des deux.</li> </ul> </li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. La loi sur la sécurité intérieure autorise dans un but dissuasif ou préventif la mise en détention de toute personne susceptible de commettre des actes pouvant porter atteinte à la sécurité intérieure de la Malaisie, à la prestation des services essentiels ou à l'économie du pays.</li> <li>2. L'article 62 ne s'applique que lorsque l'infraction a été commise dans une zone de sécurité déclarée.</li> </ol>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<p>décret pris en application de cette loi, ou tout document ou objet dont on peut légitimement penser qu'il constitue ou contient une preuve de cette infraction.</p> <p>Il est entendu qu'aucune des dispositions de cet article ne peut être considérée comme portant atteinte à l'autorité dont jouit l'agent de police aux termes du Code de procédure pénale.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'article 62 interdit à quiconque, sachant ou pouvant légitimement penser qu'une personne a commis une infraction visée dans la partie III de la loi, de fournir à cette personne une aide quelconque, à l'intérieur ou à l'extérieur d'une zone de sécurité, dans le but d'empêcher ou d'entraver l'arrestation, le jugement ou la condamnation de l'auteur de ladite infraction.</li> <li>• L'article 76 prévoit la vérification des dossiers bancaires aux fins de l'application de la loi, sur ordonnance du Ministre qu'elle habilite, s'il estime pouvoir y trouver la preuve qu'une infraction visée par la loi ou par toute autre loi écrite a été commise pendant la période précisée au Livre Deuxième, à autoriser tout agent de police à consulter ces dossiers et, pour ce faire, à pénétrer, à tout moment jugé raisonnable, dans les locaux de la banque visée par l'ordonnance, à consulter les dossiers bancaires qui y sont conservés, et à photocopier n'importe quel élément de ces dossiers.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Article 63 A : Peine générale pour les infractions visées dans la partie III (art. 47 à 71) <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Imposition d'une amende allant jusqu'à 5 000 ringgit; ou</li> <li>♦ D'une peine de prison de trois ans au maximum; ou</li> <li>♦ Des deux.</li> </ul> </li> </ul>	

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'article 76 prévoit la vérification des dossiers bancaires aux fins de l'application de la loi, sur ordonnance du Ministre qu'elle habilite, s'il estime pouvoir y trouver la preuve qu'une infraction visée par la loi ou par toute autre loi écrite a été commise pendant la période précisée au Livre Deuxième, à autoriser tout agent de police à consulter ces dossiers et, pour ce faire, à pénétrer, à tout moment jugé raisonnable, dans les locaux de la banque visée par l'ordonnance, à consulter les dossiers bancaires qui y sont conservés, et à photocopier n'importe quel élément de ces dossiers.</li> <li>• L'article 59 érige en infraction le fait de réunir ou recevoir des fonds ou tout autre forme d'aide, lorsqu'on peut supposer que l'auteur de l'infraction : <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ A l'intention ou est sur le point de commettre un acte portant atteinte à la sécurité et à l'ordre publics ou a récemment commis un tel acte;</li> <li>♦ Envisage de mettre ces fonds à la disposition d'un terroriste quelconque</li> </ul> </li> </ul> <p>e) <b>Code pénal</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'article 120 A érige la conspiration en infraction. Quiconque coopère avec un terroriste, même si ce dernier se trouve en dehors du territoire malaisien, et accepte de commettre un acte illégal est considéré comme participant à une</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Condamnation à mort lorsque les approvisionnements comprennent des armes à feu, des munitions ou des explosifs</li> <li>• Prison à vie dans les autres cas</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Article 120 B 1) – Si la peine applicable au crime est la peine capitale ou l'emprisonnement d'une durée de deux ans ou plus. <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Les complices encouront la même peine.</li> </ul> </li> </ul>	<p>1. Sans viser expressément la prévention d'actes de terrorisme, le Code permet de réprimer de telles activités.</p>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'article 120 A érige la conspiration en infraction. Quiconque coopère avec un terroriste, même si ce dernier se trouve en dehors du territoire malaisien, et accepte de commettre un acte illégal est considéré comme participant à une conspiration avec ledit terroriste.</li> <li>• L'article 125 érige en infraction la conduite, de même que la tentative ou la complicité, d'une guerre contre le gouvernement de toute puissance alliée ou en paix avec le Yang di-Pertuan Agong, que cette guerre soit menée avec la collaboration des ennemis du Yang di-Pertuan Agong ou non.</li> <li>• L'article 125 A réprime le fait de « donner asile » ou de tenter de donner asile aux ennemis du Yang di-Pertuan Agong. <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ En Malaisie ou ailleurs; ou</li> <li>♦ Dans les territoires de toute puissance en guerre ou en état</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Article 120 B 1) – Si la peine applicable au crime est la peine capitale ou l'emprisonnement d'une durée de deux ans ou plus. <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Les complices encouront la même peine.</li> </ul> </li> <li>• Article 120B 3) – Si la peine applicable n'est pas la peine de mort ou une peine d'emprisonnement d'au moins deux ans. <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Peine d'emprisonnement ne dépassant pas six mois, ou une amende ou les deux.</li> </ul> </li> <li>• Emprisonnement à vie, peine éventuellement assortie d'une amende; ou</li> <li>• Emprisonnement d'une durée pouvant aller jusqu'à 20 ans, peine éventuellement assortie d'une amende; ou</li> <li>• Amende.</li> <li>• Emprisonnement à vie, peine éventuellement assortie d'une amende; ou</li> <li>• Emprisonnement d'une durée pouvant aller jusqu'à 20 ans, peine éventuellement assortie d'une amende; ou</li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Sans viser expressément la prévention d'actes de terrorisme, le Code permet de réprimer de telles activités.</li> <li>2. Cet article s'applique à quiconque mène une guerre, ou en fait la tentative, contre le gouvernement de toute puissance alliée ou en paix avec le Yang di-Pertuan Agong.</li> <li>3. Les crimes dont il est question englobent les crimes commis sur le territoire national et, pour ce qui est des articles 120 A, 125 et 126, les crimes qui sont commis à l'étranger.</li> <li>4. Cet article s'applique à toute personne qui donne asile aux ennemis du Yang di-Pertuan Agong.</li> <li>5. Le terme « donner asile » est défini à l'article 130 A, et s'étend également aux transferts d'argent (fourniture d'un appui financier).</li> </ol>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<p>d'hostilité ouverte avec le Yang di-Pertuan Agong.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>L'article 126 criminalise la commission de déprédations (pillage ou mise à sac) ou tout préparatif en vue de commettre des déprédations, sur les territoires de toute puissance alliée ou en paix avec le Yang di-Pertuan Agong.</li> <li>Selon l'article 363, le fait d'enlever quelqu'un du territoire malais ou de la garde de son tuteur constitue une infraction.</li> <li>Selon l'article 364, le fait d'enlever ou de kidnapper quelqu'un en vue de l'assassiner ou de le traiter d'une manière qui l'expose au risque d'être tué constitue un crime.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Amende.</li> <li>Emprisonnement d'une durée pouvant aller jusqu'à sept ans; et</li> <li>Également passible d'amende; et</li> <li>Est également passible de saisie : <ul style="list-style-type: none"> <li>Tout bien utilisé, ou dont l'utilisation est projetée, pour la commission de telles déprédations;</li> <li>Tout bien acquis à la faveur de ces déprédations.</li> </ul> </li> <li>Article 363 <ul style="list-style-type: none"> <li>Emprisonnement d'une durée pouvant aller jusqu'à sept ans;</li> <li>Également passible d'une amende.</li> </ul> </li> <li>Article 364 <ul style="list-style-type: none"> <li>Passible de la peine de mort ou d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 20 ans;</li> <li>Si la peine de mort n'est pas prononcée, passible de flagellation.</li> </ul> </li> </ul>	<p>6. Les crimes visés comprennent les crimes commis sur le territoire national et, pour ce qui est des articles 120 A, 125 et 126, peuvent s'étendre à des crimes commis à l'étranger.</p> <p>7. Cet article s'applique à quiconque commet des déprédations sur le territoire des puissances alliées ou en paix avec le Yang di-Pertuan Agong.</p> <p>8. Les crimes visés comprennent les crimes commis sur le territoire national et, pour ce qui est des articles 120 A, 125 et 126, peuvent s'étendre à des crimes commis à l'étranger.</p>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<p>f) <b>Lois de 1998 sur les communications et les systèmes multimédia</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Aux termes de l'article 252, le Procureur général peut, à la demande de toute personne qui y est habilitée en vertu de la loi ou d'un officier de police ayant au moins le rang de commissaire, autoriser l'interception de la mise sur écoute de toutes communications transmises ou reçues s'il considère que ces communications sont susceptibles de contenir des informations pertinentes aux fins d'une enquête portant sur une infraction visée par la loi. Les informations ainsi obtenues, tant avant qu'après la mise en accusation de toute personne ayant commis une infraction visée par la loi, sont admissibles au procès en tant que moyen de preuve.</li> <li>• L'article 265 autorise le Ministre à changer une personne ou une catégorie de personnes à installer les systèmes permettant d'intercepter les communications (par exemple Carnivore).</li> <li>• L'article 266 habilite le Yang di-Pertuan Agong ou le Ministre autorisé par le Yang di-Pertuan Agong, en cas d'urgence ou dans l'intérêt de la sécurité publique, à ordonner, entre autres choses, que : <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Toutes communications ou tous types de communications émanant ou à destination d'une personne autorisée, d'un particulier ou du grand public sur tel ou tel sujet ne seront pas communiqués;</li> </ul> </li> </ul>		<p>1. Sans viser expressément la répression des actes terroristes, la loi permet notamment les écoutes téléphoniques et l'interception de communications aux fins spécifiées dans la loi et pour assurer le maintien de l'ordre public.</p>



<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Toutes communications ou types de communications émanant ou à destination d'une personne habilitée, d'un particulier ou du grand public sur tel ou tel sujet doivent être interceptées ou retenues ou que ces communications doivent être divulguées à un agent habilité spécifié dans l'ordonnance.</li> <li>• L'article 269 autorise la Commission de la communication et des multimédias à coopérer, sur instructions du Ministre, avec toute autre autorité en Malaisie ou à l'étranger ou toute organisation internationale.</li> </ul> <p>g) <b>Loi de 1988 sur les drogues dangereuses (confiscation de biens)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Aux termes de l'article 20, le Procureur général peut autoriser l'interception d'articles postaux et de télécommunications susceptibles de contenir des informations pertinentes aux fins de toute enquête portant sur un délit tombant sous le coup de cette loi.</li> <li>• L'article 20 dispose également qu'un tel pouvoir peut être invoqué lorsque les informations sont nécessaires aux fins d'une enquête portant sur une infraction au regard d'une loi étrangère analogue, conformément aux dispositions relatives à l'entraide judiciaire qui figurent dans la loi.</li> <li>• L'article 51 autorise l'Inspecteur général de la police à autoriser un officier supérieur de la police à exercer les pouvoirs d'interception</li> </ul>		<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Sans viser expressément la répression des actes de terrorisme, la loi prévoit notamment l'écoute et l'interception de communications aux fins spécifiées dans la loi.</li> <li>2. Ce dispositif peut, le cas échéant, être étendu à l'entraide judiciaire.</li> </ol>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<p>des communications en vertu de l'article 20 aux fins de prêter assistance à une autorité étrangère pour toute question ayant trait aux drogues si l'Inspecteur général de la police le juge nécessaire, opportun ou souhaitable.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>L'article 53 prévoit que tous renseignements, déclarations, éléments de preuve, biens meubles, etc., obtenus en Malaisie dans le cadre d'une affaire de drogue peuvent être transmis à un gouvernement étranger ou à une autorité étrangère s'ils en font la demande.</li> </ul> <p>h) <b>Loi de 1997 contre la corruption</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Aux termes de l'article 39 le Procureur général peut autoriser : <ul style="list-style-type: none"> <li>L'interception, la saisie ou l'ouverture de colis postaux;</li> <li>L'interception de tout message transmis ou reçu par tout moyen de télécommunication;</li> <li>L'interception ou l'écoute de toute conversation utilisant tout moyen de télécommunication, susceptible de contenir des informations pertinentes aux fins d'une enquête portant sur une infraction visée par la loi.</li> </ul> </li> </ul> <p>i) <b>Loi de 2001 réprimant le blanchiment de l'argent</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>L'article 7 prévoit la désignation d'une autorité qui serait notamment chargée de : <ul style="list-style-type: none"> <li>Recevoir et analyser les renseignements et rapports reçus des personnes et institutions visées dans la loi;</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'article 4 (2) prévoit : <ul style="list-style-type: none"> <li>Amende d'un montant maximum de 5 millions de ringgit; ou</li> <li>Emprisonnement d'une durée maximale de cinq ans; ou</li> <li>Les deux.</li> </ul> </li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>La loi ne vise pas expressément la répression des actes de terrorisme.</li> <li>Toutefois, la corruption d'officiers publics peut être l'un des moyens utilisés pour commettre un acte de terrorisme.</li> <li>Un autre élément qui n'est pas pris en compte dans la loi est la criminalisation de la corruption active d'agents publics étrangers. Une proposition de loi est actuellement à l'examen devant le Parlement du Royaume-Uni, qui vise à poursuivre les citoyens britanniques qui ont versé des pots-de-vin à des agents publics d'un pays étranger.</li> </ol> <ol style="list-style-type: none"> <li>La loi n'est pas encore entrée en vigueur.</li> <li>La loi ne vise pas expressément le financement des actes de terrorisme.</li> <li>Un aspect important de la lutte contre le terrorisme est la surveillance et le suivi des fonds appartenant à des terroristes présumés.</li> </ol>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Envoyer tout renseignement reçu à un organisme chargé de faire respecter la loi s'il y a de bonnes raisons de croire ou de soupçonner qu'une transaction portant sur le produit d'une activité illégale ou d'un crime grave est en cours, a eu lieu ou est sur le point de se produire;</li> <li>♦ Par infraction grave, on entend une quelconque des infractions inscrites dans la seconde liste <ul style="list-style-type: none"> <li>– La corruption, le trafic de drogues et les infractions relatives aux armes à feu et aux marchés financiers figurent notamment sur cette liste.</li> </ul> </li> <li>• L'article 10 habilite l'autorité compétente (Banque centrale de Malaisie) à communiquer aux autorités compétentes d'un autre État toute information qui lui a été notifiée par une des institutions visées dans la loi si : <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Il existe des accords réciproques entre la Malaisie et l'État en question;</li> </ul> <p>Les autorités en question s'engagent à respecter la confidentialité des renseignements communiqués et à contrôler l'usage qui en est fait, notamment à ne pas s'en servir comme moyen de preuve dans le cadre d'un procès.</p> </li> </ul> <p>j) <b>Loi de 1961 sur les enlèvements</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Aux termes de l'article 11, le Procureur général peut autoriser un officier de police à intercepter tout colis postal ou toute</li> </ul>		<p>4. Ce sera possible grâce à cette loi qui prévoit la création de services de renseignements financiers, qui sont habilités à recueillir, analyser et diffuser des renseignements sur toute transaction importante, inhabituelle ou suspecte. Les renseignements seront alors transmis aux organismes compétents aux fins d'enquêtes sur le blanchiment d'argent.</p> <p>5. Les infractions énumérées dans la seconde liste n'incluent pas jusqu'à présent les infractions relatives aux actes de terrorisme visés dans le Code pénal.</p> <p>1. <b>Sans viser expressément les actes de terrorisme, la loi permet notamment de surveiller et d'intercepter des communications aux fins de son application.</b></p>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<p>télécommunication aux fins d'une enquête portant sur une infraction visée par la loi.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Selon l'article 9, les renseignements peuvent être obtenus auprès de quiconque concernant les biens impliqués dans une infraction au regard de la loi.</li> </ul> <p><b>k) Loi de 1991 sur les services postaux</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>L'article 17 1) érige en infraction le fait d'envoyer par la poste tout article ou objet qui risque de blesser quelqu'un ou d'endommager un colis postal lors de son acheminement par les services postaux.</li> <li>L'article 17 2) considère comme un délit le fait d'envoyer par la poste toute substance toxique ou dangereuse ou tout être vivant dangereux ou susceptible de blesser quelqu'un lors de son acheminement par les services postaux, sauf dans les cas prévus par la loi.</li> </ul> <p><b>*Note</b> : En vertu de l'article 22, cette disposition s'applique à tout article ou objet acheminé par la poste, qu'il soit envoyé en Malaisie ou depuis la Malaisie.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>L'article 18 e) érige en infraction le fait d'envoyer par la poste tout article prohibé par le ministère compétent.</li> </ul> <p><b>l) Loi de 1984 sur les infractions dirigées contre l'aviation civile</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>L'article 7 1) érige en infraction le fait, pour tout passager d'un aéronef en vol, de s'emparer dudit aéronef ou d'en prendre le contrôle par la</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Article 26 – Emprisonnement d'une durée maximale d'un an, ou amende, ou les deux.</li> <li>Article 26 – Emprisonnement d'une durée maximale d'un an, ou amende, ou les deux.</li> <li>Article 26 – Emprisonnement d'une durée maximale d'un an, ou amende, ou les deux</li> </ul> <p>Article 14 – Peine générale</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Emprisonnement à vie</li> </ul>	<p>1. Sans viser expressément les actes de terrorisme, la loi permet notamment de surveiller et d'intercepter les communications aux fins de son application.</p> <p>1. La loi criminalise le détournement et le sabotage d'aéronefs, mais ne vise pas expressément d'autres mesures préventives, y compris l'alerte rapide donnée aux autres États à la faveur de l'échange de</p>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<p>force ou par la menace, quels que soient la nationalité du passager, l'État d'immatriculation de l'aéronef ou que celui-ci se trouve en Malaisie ou ailleurs.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'article 7 2) dispose que l'article 7 1) ne s'applique pas si l'aéronef est utilisé par les forces armées, les services de douane ou la police sauf si : <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Le passager qui s'est emparé de l'aéronef ou en a pris le contrôle est un citoyen malaisien;</li> <li>♦ L'acte a été commis en Malaisie ou dans son espace aérien; ou si l'aéronef est utilisé par les forces armées ou les services de douane ou de police malaisiens.</li> </ul> </li> <li>• L'article 8 érige en infraction tout acte de violence à l'encontre de passagers ou de membres de l'équipage d'un aéronef en vol dans le cadre d'un détournement; il dispose en outre que la Malaisie se considère comme compétente pour quelque acte de violence que ce soit, quel que soit l'État où l'aéronef est immatriculé et quelle que soit la nationalité de l'auteur de l'acte en question.</li> <li>• L'article 9 1) érige en infraction le fait de : <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Détruire délibérément un aéronef en serve ou de l'endommager d'une manière qui le rende incapable de voler ou qui compromette la sécurité en vol;</li> <li>♦ Commettre délibérément à bord d'un avion en vol tout acte de violence qui risque de mettre en danger la sécurité de l'aéronef.</li> </ul> </li> </ul>		<p>renseignements sur les actes de terrorisme.</p> <p>2. Il peut être procédé à l'échange de renseignements sur le plan administratif en faisant appel aux arrangements multilatéraux ou bilatéraux.</p>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'article 9 2) érige en infraction le fait de placer, ou d'amener quelqu'un d'autre à placer à bord de l'aéronef, tout engin ou substance qui risque de détruire l'aéronef ou de l'endommager de manière telle qu'il ne puisse plus voler ou qui risque de mettre en danger la sécurité en vol.</li> <li>• L'article 9 3) dispose que la Malaisie est compétente pour connaître des infractions visées à l'article 9, que les actes soient commis en Malaisie ou ailleurs, quel que soit l'État d'immatriculation de l'aéronef et quelle que soit la nationalité de la personne qui a commis l'acte en question.</li> <li>• L'article 9 4) dispose qu'aucune des infractions visées aux paragraphes 1 et 2 de l'article 9 n'est réputée avoir été commise, si l'acte concerne un aéronef utilisé par les forces armées ou les services de douane ou de police malaisiens, sauf si : <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ L'acte est commis en Malaisie ou dans son espace aérien; ou</li> <li>♦ L'acte a été commis en dehors de la Malaisie, la personne qui l'a commis est un ressortissant malaisien.</li> </ul> </li> </ul> <p>m) <b>Loi de 1997 relative à la criminalité informatique</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'article 3 érige en infraction le fait d'accéder sans autorisation à un ordinateur quelconque.</li> <li>• L'article 4 réprime plus sévèrement le fait, sans autorisation, d'accéder à un ordinateur, étant animé d'une intention frauduleuse ou déloyale.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Article 3 <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Amende ne dépassant pas 50 000 ringgit ou emprisonnement d'une durée maximale de cinq ans, ou les deux.</li> </ul> </li> <li>• Article 4 <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Amende ne dépassant pas 10 000 ringgit ou emprisonnement pour une durée de 10 ans au plus, ou</li> </ul> </li> </ul>	<p>1. Sans viser expressément les actes terroristes, la loi permet de réprimer de tels agissements.</p>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'article 4 réprime plus sévèrement le fait, sans autorisation, d'accéder à un ordinateur, étant animé d'une intention frauduleuse ou déloyale.</li> <li>• L'article 5 punit le fait, sans autorisation, de modifier les données d'un ordinateur.</li> </ul> <p>n) <b>Projet de loi de 2001 relative à l'entraide en matière pénale</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Ce texte autorise l'assistance aux fins d'enquête et de poursuites pénales.</li> <li>• L'assistance porte notamment sur les matières ci-après : <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Réunion d'informations, d'éléments de preuve et d'objets tangibles;</li> <li>♦ Perquisitions et saisies;</li> <li>♦ Mise sous séquestre des biens saisissables;</li> <li>♦ Exécution d'ordonnances de confiscation</li> <li>♦ Identification ou recherche des produits des biens et moyens tirés d'une infraction ou d'une infraction grave à l'étranger ou</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Article 4 <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Amende ne dépassant pas 10 000 ringgit ou emprisonnement pour une durée de 10 ans au plus, ou les deux.</li> </ul> </li> <li>• Article 5 <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Amende ne dépassant pas 100 000 ringgit ou emprisonnement pour une durée de sept ans au plus, ou les deux.</li> <li>♦ Si l'acte est commis dans l'intention de causer un dommage tel que visé dans le Code pénal : <ul style="list-style-type: none"> <li>– Amende ne dépassant pas 150 000 ringgit ou emprisonnement pour une durée de 10 ans au plus, ou les deux.</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Le projet de loi est en cours de rédaction.</li> <li>2. Sans viser expressément les actes terroristes, ce texte autorise la coopération internationale à l'occasion de la recherche de la poursuite pénale des agissements en question.</li> <li>3. Une assistance pourra être prêtée dès lors que les conditions prévues dans le projet de loi sont réunies, y compris les principes de double incrimination et de réciprocité.</li> <li>4. En cas de désaccord quant à savoir si un tel acte constitue une infraction parce qu'il serait un acte de terrorisme ou le fait d'un</li> </ol>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Identification ou recherche des produits des biens et moyens tirés d'une infraction ou d'une infraction grave à l'étranger ou ayant servi à sa commission.</li> </ul>		<p>4. En cas de désaccord quant à savoir si un tel acte constitue une infraction parce qu'il serait un acte de terrorisme ou le fait d'un terroriste, l'exigence de la double incrimination peut faire obstacle à une demande d'entraide. Un accord quant à la définition du « terrorisme » est donc nécessaire.</p> <p>5. L'entraide couvre généralement l'assistance pendant l'enquête et les poursuites pénales, mais n'autorise le recours à des procédés aventureux à l'occasion de l'enquête.</p> <p>6. En attendant l'adoption et l'entrée en vigueur du projet de loi, une demande d'assistance peut être faite par voie de commission rogatoire émise en vertu de l'ordonnance prise sur le fondement de l'article 66 du Règlement de la Haute Cour de 1980. L'étendue de l'assistance pouvant être prêtée en vertu d'une telle ordonnance est toutefois limitée par l'existence d'une action pendante devant les tribunaux. Il ne serait donc pas possible de donner suite à la demande d'assistance d'un État qui n'en serait qu'au stade de l'enquête.</p>
<p><b>1. Les lois susvisées sont appliquées et exécutées dans le respect de la loi et des principes de la justice naturelle, et ce, par le jeu des contrepois entre les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. D'autres garanties des droits de la défense consacrées par la Constitution fédérale sont édictées par les textes régissant la matière.</b></p> <p><b>2. Les lois en question trouvent également application selon les faits et circonstances de la cause et les éléments de preuve produits.</b></p> <p><b>3. Ainsi, sans être parfaits, les textes malaisiens satisfont aux prescriptions de l'alinéa b) du paragraphe 2 de la résolution 1373 (2001).</b></p>			
<p><b>Paragraphe 2 c)</b></p> <p>Les États doivent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Refuser de donner asile à ceux qui planifient, financent ou commettent des actes de terrorisme.</li> </ul>	<p>a) <b>Loi 1959/63 sur l'immigration</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'article 5 détermine les points d'entrée en Malaisie et de sortie légales du pays et institue des postes de contrôle à l'immigration.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Article 57 – peine générale <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Amende ne dépassant pas 10 000 ringgit.</li> <li>♦ Emprisonnement d'une durée maximum de cinq ans.</li> </ul> </li> </ul>	<p>1. La loi ne vise pas expressément les actes de terrorisme ou les terroristes.</p> <p>2. Les personnes qui appartiennent à la catégorie des immigrants frappés d'interdiction par la loi 1959/63 sur</p>



<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
<p><b>Paragraphe 2 c)</b></p> <p>Les États doivent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Refuser de donner asile à ceux qui planifient, financent ou commettent des actes de terrorisme.</li> </ul>	<p>a) <b>Loi 1959/63 sur l'immigration</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'article 5 détermine les points d'entrée en Malaisie et de sortie légales du pays et institue des postes de contrôle à l'immigration.</li> <li>• L'article 6 décrit les documents de voyage qui doivent être produits pour entrer en Malaisie, sauf dérogation <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Titre de séjour</li> <li>♦ Visa valable</li> </ul> </li> <li>• L'article 8 habilite le Directeur général à l'immigration à désigner les catégories d'immigrants frappés d'interdiction.</li> <li>• Aux termes de l'article 9, le Directeur général à l'immigration pourra interdire l'entrée ou annuler tout visa ou permis.</li> <li>• Selon l'article 9A, le Directeur général à l'immigration pourra limiter le nombre de personnes admises en Malaisie dans l'intérêt de la sécurité publique ou en raison de la situation dans les domaines économique, industriel, social, de l'enseignement ou autre en Malaisie.</li> <li>• Aux termes de l'article 28, un agent de l'immigration ou un officier de</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Article 57 – peine générale <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Amende ne dépassant pas 10 000 ringgit.</li> <li>♦ Emprisonnement d'une durée maximum de cinq ans.</li> </ul> </li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. La loi ne vise pas expressément les actes de terrorisme ou les terroristes.</li> <li>2. Les personnes qui appartiennent à la catégorie des immigrants frappés d'interdiction par la loi 1959/63 sur l'immigration pourront se voir refuser l'entrée aux frontières ou aux points d'entrée en Malaisie par le Directeur général.</li> <li>3. Sont classés dans cette catégorie les personnes qui prônent le renversement par la force ou la violence de tout gouvernement en Malaisie ou corps constitués ou de tout gouvernement ou qui sont opposées au gouvernement en place ou qui prônent l'assassinat de fonctionnaires de l'État ou la destruction illégale de biens.</li> <li>4. Le Gouvernement pourra si nécessaire révoquer le visa délivré à toute personne qui serait entrée régulièrement dans le pays. Une telle mesure pourra moins facilement être prononcée s'agissant des ressortissants de pays avec lesquels la Malaisie a conclu des accords tendant à l'élimination du visa et entre lesquels une mesure d'expulsion pourra être prononcée en cas d'infraction au regard du droit interne.</li> <li>5. Le Gouvernement pourra prononcer l'expulsion de toute personne admise irrégulièrement dans son pays. Il devra au préalable établir un pays d'origine avant, et ce, en sollicitant la coopération dudit pays d'origine.</li> </ol>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'article 8 habilite le Directeur général à l'immigration à désigner les catégories d'immigrants frappés d'interdiction.</li> <li>• Aux termes de l'article 9, le Directeur général à l'immigration pourra interdire l'entrée ou annuler tout visa ou permis.</li> <li>• Selon l'article 9A, le Directeur général à l'immigration pourra limiter le nombre de personnes admises en Malaisie dans l'intérêt de la sécurité publique ou en raison de la situation dans les domaines économique, industriel, social, de l'enseignement ou autre en Malaisie.</li> <li>• Aux termes de l'article 28, un agent de l'immigration ou un officier de police interrogera chaque passager <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ En vue d'établir <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Son identité</li> <li>2. Sa nationalité</li> <li>3. Sa profession</li> </ol> </li> <li>♦ Relativement à toutes les restrictions prévues par la loi</li> <li>♦ Pour déterminer si l'intéressé est libéré ou non de toute obligation en ce qui concerne le service militaire (armée, marine ou armée de l'air) dans un État quelconque.</li> </ul> </li> <li>• L'article 50 donne également un droit général d'interroger les personnes passibles de reconduite.</li> <li>• Les articles 31, 32 et 33 autorisent respectivement l'expulsion des immigrants frappés d'interdiction,</li> </ul>		<ol style="list-style-type: none"> <li>4. Le Gouvernement pourra si nécessaire révoquer le visa délivré à toute personne qui serait entrée régulièrement dans le pays. Une telle mesure pourra moins facilement être prononcée s'agissant des ressortissants de pays avec lesquels la Malaisie a conclu des accords tendant à l'élimination du visa et entre lesquels une mesure d'expulsion pourra être prononcée en cas d'infraction au regard du droit interne.</li> <li>5. Le Gouvernement pourra prononcer l'expulsion de toute personne admise irrégulièrement dans son pays. Il devra au préalable établir un pays d'origine avant, et ce, en sollicitant la coopération dudit pays d'origine.</li> <li>6. Ces personnes pourront également être extradées sur demande, sous réserve des conditions édictées par la loi de 1992 sur l'extradition et le traité d'extradition pertinent.</li> </ol>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les articles 31, 32 et 33 autorisent respectivement l'expulsion des immigrants frappés d'interdiction, des immigrants illégaux et de personnes en situation irrégulière dans le pays.</li> <li>• L'article 46 prévoit le rapatriement des personnes.</li> </ul> <p><b>b) Loi de 1966 relative aux passeports</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Aux termes de l'article 2, tout non-ressortissant doit produire un passeport et un visa valide pour entrer en Malaisie ou pour en sortir.</li> <li>• L'article 12.1 érige en infraction le fait de             <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Contrefaire, altérer ou modifier un passeport ou sauf-conduit, ou tout visa ou mention y figurant; ou d'utiliser en de tenter d'utiliser, détenir illégalement un passeport ou un sauf-conduit qui a été ainsi contrefait, altéré ou modifié; ou d'usurper l'identité de la personne à laquelle le passeport ou sauf-conduit aura été dûment délivré.</li> <li>♦ Dans l'intention de se procurer un passeport, un sauf-conduit ou un tampon ou visa sur son passeport, de faire sciemment une fausse déclaration ou de produire une pièce la sachant fausse.</li> <li>♦ De détenir un passeport ou sauf-conduit obtenu par suite d'une déclaration dont la substance est</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Article 12.2 – peine générale             <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Amende ne dépassant pas 10 000 ringgit</li> <li>♦ Emprisonnement pour une durée de cinq ans au plus</li> <li>♦ Les deux.</li> </ul> </li> <li>• L'article 12.1 –             <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Amende ne dépassant pas 10 000 ringgit.</li> <li>♦ Emprisonnement pour une durée de cinq ans au plus.</li> <li>♦ Les deux.</li> </ul> </li> </ul>	<p>1. Sans viser expressément les actes de terrorisme ou les terroristes, la loi permet de réprimer les agissements visés, c'est-à-dire l'utilisation, l'obtention ou la fourniture de faux documents de voyage.</p>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>♦ De détenir un passeport ou sauf-conduit obtenu par suite d'une déclaration dont la substance est fausse ou mensongère, ou de la production de faux.</li> <li>♦ D'aider intentionnellement toute personne à entrer en Malaisie en infraction à la loi.</li> <li>♦ D'aider intentionnellement toute personne à enfreindre la loi.</li> <li>• L'article 12 A érige en infraction le fait pour quiconque, dans l'intention de procurer à autrui un passeport, un sauf-conduit ou un tampon ou visa sur un passeport, de faire sciemment une fausse déclaration ou de produire une pièce la sachant fausse.</li> <li>• L'article 12 B érige en infraction le fait pour quiconque de fabriquer un faux dans l'intention d'en faire usage lui-même ou qu'il en soit fait usage par autrui ou d'en user ou d'en faire user comme passeport aux fins de la présente loi.</li> </ul> <p><b>c) Loi de 1992 sur l'extradition</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Il peut être procédé à l'extradition en vertu d'un accord bilatéral en vigueur ou sur instruction spéciale du Ministre.</li> <li>• La procédure d'extradition sera régie par le traité pertinent et par la présente loi.</li> <li>• Le principe de double incrimination doit être respecté.</li> <li>• Il faudra également établir la culpabilité du délinquant en fuite. Toutefois, le traité peut écarter l'exigence que soit produit un commencement de preuve à</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une amende d'un montant supérieur à 10 000 ringgit mais inférieur à 50 000 ringgit; et</li> <li>• Emprisonnement pour une durée de plus d'un an mais de moins de cinq ans.</li> <li>• Amende de plus de 15 000 ringgit mais de moins de 100 000 ringgit; et</li> <li>• Emprisonnement pour une durée de plus de deux ans mais de moins de 10 ans; et</li> <li>• Peine de flagellation de moins de 6 coups.</li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Sans viser expressément les actes terroristes, la loi permet la coopération internationale pour les enquêtes et la répression de telles activités.</li> <li>2. L'extradition peut être décrétée dès lors que les conditions prescrites par la loi sont remplies, y compris les principes de double incrimination et de réciprocité.</li> <li>3. En cas de désaccord quant à savoir si un tel acte constitue une</li> </ol>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	l'occasion de la procédure d'extradition auquel cas il suffira d'établir le bien-fondé d'une arrestation aux fins d'extradition en vertu de la loi de 1992.		<p>infraction parce qu'il serait un acte de terrorisme ou le fait d'un terroriste, l'exigence de la double incrimination peut faire obstacle à une demande d'entraide. Un accord quant à la définition du « terrorisme » est donc nécessaire.</p> <p>4. L'imposition et l'exécution de la peine de mort et d'autres peines considérées comme inhumaines, dégradantes ou assimilables à la torture peut également faire problème.</p> <p><b>5. Il convient également de noter que certains États interdisent dans leur constitution l'extradition de leurs ressortissants.</b></p>
<p><b>1. Les lois susvisées sont appliquées et exécutées dans le respect de la loi et des principes de la justice naturelle, et ce, par le jeu des contrepois entre les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. D'autres garanties des droits de la défense consacrées par la Constitution fédérale sont édictées par les textes régissant la matière.</b></p> <p><b>2. Les lois en question trouvent également application selon les faits et circonstances de la cause et les éléments de preuve produits.</b></p> <p><b>3. Ainsi, sans être parfaits, les textes malaisiens satisfont aux prescriptions de l'alinéa c) du paragraphe 2 de la résolution 1373 (2001).</b></p>			
<p><b>Paragraphe 2 d) :</b></p> <p>Les États doivent empêcher que ceux qui financent, organisent, facilitent ou commettent des actes de terrorisme utilisent leurs territoires respectifs pour commettre de tels actes contre d'autres États ou contre les citoyens de ces États.</p>	<p>a) <b>Code pénal</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>L'article 125 érige en infraction le fait de conduire une guerre, ou de tenter ou de soutenir la conduite d'une guerre, contre le gouvernement de toute puissance alliée ou en paix avec le Roi de Malaisie (Yang di-Pertuan Agong), avec les ennemis de ce dernier ou autrement.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Emprisonnement à vie, à quoi peut s'ajouter une amende; ou</li> <li>Emprisonnement à terme, pouvant aller jusqu'à 20 ans, à quoi peut s'ajouter une amende; ou</li> <li>Amende.</li> <li><b>Incitation</b></li> <li>En vertu de l'article 109 du Code pénal, l'incitation à commettre une infraction est passible de la peine prévue pour l'infraction en question si celle-ci est commise en conséquence directe de cette incitation et qu'il n'y a pas de disposition expresse du Code réprimant cette dernière.</li> </ul>	<p>1. Le Code pénal n'interdit pas directement l'utilisation du territoire malaisien pour inciter à commettre un acte terroriste ou faciliter un tel acte.</p> <p>2. L'article 125 s'applique à toute personne qui fait la guerre au Roi de Malaisie (Yang di-Pertuan Agong) ou tente de faire la guerre à toute puissance alliée à la Malaisie ou en paix avec elle.</p> <p><b>3. Le Code pénal vise les infractions commises dans le pays et, dans le cas des infractions contrevenant aux articles 120 A, 125 et 126, à celles commises en territoire étranger.</b></p>

Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU	Textes de droit interne applicables	Peines	Observations
	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'article 120A érige en infraction l'association de malfaiteurs. La qualification d'entreprise terroriste s'entend de toute forme de coopération avec un terroriste, se trouvant ou non sur le territoire national, dans le but de commettre un acte illégal.</li> </ul> <p>b) <b>Internal Security Act 1960 (loi sur la sécurité intérieure de 1960)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Cette loi définit dans son article 2 ce qu'on entend par terroriste, mais ne semble pas s'appliquer au terrorisme international.</li> <li>Par « terroriste » on entend toute personne qui : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Au moyen d'une arme à feu, d'explosifs ou de munitions commet des actes préjudiciables à la sécurité publique ou au maintien de l'ordre, ou qui incite à la violence, ou appelle à la désobéissance à la loi ou à tout autre ordre légal;</li> <li>b) Est porteuse ou en possession de toute arme à feu, munitions ou explosifs sans autorisation de port d'arme; ou</li> <li>c) Exige, collecte ou reçoit toute fourniture destinée à l'usage de toute personne qui se propose de commettre ou est sur le point de commettre ou a déjà commis</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Article 120 B 1) – Si la peine prévue pour l'acte commis est la peine de mort ou la privation de liberté pour deux ans ou plus : <ul style="list-style-type: none"> <li>L'auteur de l'infraction est passible de la même peine.</li> </ul> </li> <li>L'article 120 B 2) dispose que si la peine dont est passible l'infraction n'est pas la peine de mort ni l'emprisonnement pour deux ans ou plus : <ul style="list-style-type: none"> <li>Peine de prison ne dépassant pas six mois, ou amende, ou les deux.</li> </ul> </li> <li>L'article 44 A définit les peines dont sont passibles les infractions visées à la partie II (art. 3 à 46 de la loi) : <ul style="list-style-type: none"> <li>Amende ne dépassant pas 1 000 ringgit; ou</li> <li>Peine de prison à terme ne dépassant pas un an; ou</li> <li>Les deux.</li> </ul> </li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>La loi de 1960 ne traite pas directement de la prévention de l'utilisation du territoire de la Malaisie pour le financement, la planification, la facilitation ou la commission d'actes terroristes contre d'autres États ou leurs citoyens, contrairement au Code pénal. Mais, cette loi prévoit que les activités seront poursuivies, en particulier si le ressortissant étranger se trouve sur le territoire de la Malaisie quand l'acte terroriste est commis contre lui.</li> <li>L'objectif de la loi de 1960 sur la sécurité intérieure est de contrecarrer l'insurrection communiste, l'action d'éléments subversifs et toute menace pesant sur la sécurité de l'État et l'intérêt national.</li> <li>La loi sur la sécurité intérieure est invoquée pour détenir toute personne, dans le but de l'empêcher d'agir de façon préjudiciable à la sécurité nationale de la Malaisie, à l'organisation de services essentiels</li> </ol>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<p>récemment tout acte portant préjudice à la sécurité publique ou au maintien de l'ordre public.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Les articles 8 et 73 de la loi autorisent la détention préventive de toute personne soupçonnée d'agir contre : <ul style="list-style-type: none"> <li>La sécurité nationale de la Malaisie</li> <li>Le maintien de services essentiels</li> <li>La vie économique de la Malaisie.</li> </ul> </li> <li>L'article 38 dispose que tout officier de police et tout agent autorisé à perquisitionner en vertu de l'article 36 peut saisir tout document ou tout article dont il de bonnes raisons de croire qu'il a servi à commettre une infraction visée au chapitre IV de la loi sur la sécurité intérieure (art. 32 à 41), ou en vertu de toute ordonnance prise en vertu de cette loi, ou qui paraît raisonnablement contenir des éléments de preuve relatifs à une telle infraction : <p>À condition que rien, dans ce chapitre de la loi sur la sécurité intérieure ne soit jugé de nature à limiter les pouvoirs de l'officier de police en vertu du Code de procédure pénale.</p> </li> <li>L'article 62 de la loi sur la sécurité intérieure dispose qu'aucune personne, sachant ou ayant de bonnes raisons de croire qu'une autre personne a commis une infraction visée au titre III de la loi sur la sécurité intérieure n'est autorisée, dans la zone de sécurité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'article 63 A de la loi sur la sécurité intérieure définit en termes généraux les peines dont sont passibles les infractions visées au titre III (art. 47 à 71) : <ul style="list-style-type: none"> <li>Une amende ne dépassant pas 5 000 ringgit; ou</li> </ul> </li> </ul>	<p>ou à la poursuite de la vie économique de la Malaisie, ou comme mesure de prévention</p> <p>4. L'activité économique de la Malaisie peut être contrecarrée par des sanctions économiques prises contre elle, que ce soit par les Nations Unies, par les États-Unis ou par les partenaires commerciaux de la Malaisie.</p> <p>5. L'article 62 ne s'applique que si l'infraction est commise dans une zone désignée comme zone de sécurité.</p>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<p>ou en dehors de celle-ci, à prêter à cette autre personne une assistance quelconque dans le but d'empêcher, d'entraver ou de retarder son appréhension ou son procès.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'article 76 permet l'inspection des livres des établissements bancaires aux fins de l'application de la loi sur la sécurité intérieure en permettant au Ministre, s'il estime que des éléments de preuve d'une infraction visée par la loi sur la sécurité intérieure ou par toute loi actuellement inscrite au Second Registre (Second Schedule) sont susceptibles d'être relevés dans ces livres, et l'habilitant à autoriser tout officier de police à inspecter ces livres; un officier de police autorisé à cet effet peut, à tout moment raisonnable, pénétrer dans les locaux de l'établissement bancaire spécifié dans les instructions données par le Ministre, inspecter lesdits livres et prendre copie de toute mention consignée dans ces livres.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Une peine de prison ne dépassant pas trois ans; ou</li> <li>♦ Les deux.</li> </ul>	
<p><b>1. Les lois susvisées sont appliquées et exécutées dans le respect de la loi et des principes de la justice naturelle et ce, par le jeu des contrepoids entre les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. D'autres garanties des droits de la défense consacrées par la Constitution fédérale sont édictées par les textes régissant la matière.</b></p> <p><b>2. Les lois en question trouvent également application selon les faits et circonstances de la cause et les éléments de preuve produits.</b></p> <p><b>3. Ainsi, sans être parfaits, les textes malaisiens satisfont aux prescriptions de l'alinéa d) du paragraphe 2 de la résolution 1373 (2001).</b></p>			



<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
<p><b>Paragraphe 2 e)</b></p> <p>Les États doivent veiller à ce que toutes personnes qui :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Participent au financement, à l'organisation, à la préparation ou la perpétration d'actes de terrorisme; ou</li> <li>• Qui apportent un appui, soient traduites en justice.</li> </ul> <p>Les États doivent veiller à ce que, outre les mesures qui pourraient être prises contre ces personnes, ces actes de terrorisme soient érigés en infractions graves dans la législation et la réglementation nationales et à ce que la peine infligée soit à la mesure de la gravité de ces actes.</p>	<p>a) <b>Code pénal de la Malaisie</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Les articles 120 A, 120 B, 125, 125 A, 126 et 130;</li> <li>♦ L'article 4 du Code pénal dispose que les tribunaux malaisiens ont compétence pour juger de ces infractions même si elles sont commises en dehors du territoire national.</li> </ul> <p>b) <b>Loi sur la sécurité intérieure de 1960 (Internal Security Act)</b></p> <p>c) <b>Loi sur les sociétés (Societies Act 1966)</b></p> <p>d) <b>Emergency (Public Order and Prevention of Crime) Ordinance 1969 (Décret-loi d'urgence de 1969 sur l'ordre public et la prévention du crime)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'article 3 autorise tout officier de police à arrêter, sans mandat d'arrêt, et à détenir jusqu'à 60 jours (sans décret ministériel de détention en vertu de l'article 4) pendant qu'il est procédé aux enquêtes voulues, toute personne qui ne peut décliner son identité devant l'officier de police ou convaincre celui-ci des raisons de sa présence dans le lieu où elle se trouve ou qui est sur le point de commettre ou est susceptible de commettre tout acte préjudiciable à l'ordre public, ou si l'officier de police est convaincu qu'une telle arrestation est nécessaire pour empêcher la commission d'actes de violence ou pour prévenir la commission de crimes assortis d'actes de violence.</li> </ul>		<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Il existe dans le droit malaisien des dispositions qui permettent d'assurer aux tribunaux malaisiens l'exercice de leur compétence pour poursuivre des infractions commises sur le territoire malaisien et par des citoyens ou résidents permanents malaisiens ailleurs dans le monde.</li> <li>2. En outre, la Malaisie dispose dans sa législation de moyens de coopération internationale lui permettant de s'assurer que tous auteurs d'infraction soient poursuivis.</li> <li>3. S'agissant de la sévérité des peines recommandées, bien que la plupart des lois malaisiennes applicables citées plus haut ne traitent pas directement de la répression des actes de terrorisme, les peines sont proportionnées à la gravité perçue des infractions, la peine de mort pouvant être infligée dans certaines circonstances.</li> </ol>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'article 4 du décret-loi autorise le Ministre à prendre un arrêté de détention pour une période allant jusqu'à deux ans à l'encontre de toute personne afin d'empêcher celle-ci d'agir de façon préjudiciable à l'ordre public ou afin de réprimer des violences ou de prévenir des crimes assortis d'actes de violence.</li> <li>• L'article 4 A habilite le Ministre à ordonner une assignation à résidence pour une période allant jusqu'à deux ans afin de contrôler ou surveiller les activités, les mouvements ou le lieu de résidence ou d'emploi de toute personne.</li> <li>• Les articles 5, 6 et 7 accordent certaines garanties aux détenus, la possibilité de se faire représenter en cas de détention, l'examen de l'arrêté de détention par un conseil consultatif.</li> <li>• L'article 13 A prévoit l'assignation à résidence de toute personne ayant fait l'objet d'une ordonnance de restriction.</li> <li>• L'article 13 E dispose qu'une personne ayant fait l'objet d'une ordonnance de restriction est légalement tenue de se laisser photographier et de se laisser prendre les empreintes digitales.</li> </ul> <p>e) <b>Prevention of Crime Act, 1959</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Cette loi s'applique à la Malaisie péninsulaire uniquement; son but est de mieux assurer la prévention effective de la criminalité, de surveiller les criminels, les membres des sociétés secrètes et autres indésirables.</li> </ul>		

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'article 3 de cette loi habilite un officier de police à arrêter sans mandat d'arrêt toute personne dont il a de bonnes raisons de croire qu'elle est impliquée dans des activités criminelles, tromperies, ou violences, ou est membre d'une société secrète ou est indésirable (criminels violents, trafiquants de drogues, proxénètes, organisateurs de jeux d'argent illégaux, personnes expulsées de Malaisie ou ayant fait l'objet d'une ordonnance de restriction en vertu du <i>Restricted Residence Act</i> de 1933). Des enquêtes sont alors effectuées en vertu de cette loi.</li> <li>• L'article 12 prévoit l'assignation à résidence des personnes visées à l'article 3, ce qui signifie qu'elles doivent se présenter périodiquement à un officier de police à la date et dans un lieu précisés, et sont soumises à une surveillance par des autorités de police pendant une période allant jusqu'à cinq ans.</li> <li>• L'article 17 dispose qu'une personne assignée à résidence est passible d'une peine de prison d'une longueur égale à deux fois la peine maximale à laquelle elle aurait été condamnée, et à une peine de flagellation, si elle commet une infraction violente durant son assignation à résidence par les autorités de police.</li> </ul>		

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'article 18 érige en infraction le fait pour toute personne assignée à résidence de s'associer avec d'autres personnes assignées à résidence, de fréquenter des lieux publics entre le coucher et le lever du soleil sans pouvoir rendre compte de façon satisfaisante de sa présence dans de tels lieux.</li> <li>• L'article 19 1) érige en infraction le fait de cacher ou d'héberger en connaissance de cause une personne assignée à résidence.</li> <li>• L'article 19 3) impose l'obligation de faire connaître à l'officier de police ou au juge d'instruction le plus proche la présence, dans une localité non compatible avec les dispositions de la loi, de toute personne assignée à résidence.</li> <li>• L'article 21 dispose qu'une personne assignée à résidence est légalement tenue de se laisser photographier et prendre les empreintes digitales.</li> </ul> <p>f) <b>Public Order (Preservation) Act 1958</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'article 3. Cette loi autorise le Ministre à déclarer qu'il existe, dans telle ou telle zone désignée du territoire de la Malaisie, un danger pour l'ordre public, s'il estime que l'ordre public, dans ladite zone est gravement troublé ou menacé. Cela l'autorise à maintenir ou rétablir l'ordre public dans ladite zone.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Article 18 : <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Emprisonnement allant jusqu'à 1 an, ou</li> <li>♦ Amende de 1 000 ringgit; ou</li> <li>♦ Les deux.</li> </ul> </li> <li>• Article 19 1) : <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Peine d'emprisonnement ne dépassant pas six mois, ou</li> <li>♦ Amende ne dépassant pas 500 ringgit; ou</li> <li>♦ Les deux.</li> </ul> </li> <li>• Article 19 3) : <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Peine d'emprisonnement ne dépassant pas trois mois, ou</li> <li>♦ Amende ne dépassant pas 250 ringgit; ou</li> <li>♦ Les deux.</li> </ul> </li> </ul> <p>Peines générales en cas de contravention aux articles 4, 5, 6, 7, 8 ou 13, ou si aucune peine n'est expressément indiquée</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Emprisonnement de six mois, ou</li> <li>♦ Amende de 500 ringgit; ou</li> <li>♦ Les deux.</li> </ul>	

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les articles 4 et 5 confient des pouvoirs spéciaux à la police pendant que les dispositions de l'article 3 de la loi sont en vigueur, et notamment la fermeture de routes, de lieux publics, le contrôle de toute manifestation, réunion ou assemblée de cinq personnes ou plus.</li> <li>• L'article 6 habilite un officier de police à ériger des obstacles physiques en travers des routes ou d'interdire l'accès aux lieux publics pour donner effet aux dispositions de l'article 4 ou s'il estime que cela est nécessaire pour préserver l'ordre public ou pour prévenir ou détecter toute activité criminelle.</li> <li>• L'article 7 habilite le Ministre, le chef de la police ou le commissaire de police local à imposer un couvre-feu dans une zone désignée en application de la loi.</li> <li>• L'article 8 habilite les autorités de police à interdire l'entrée d'une zone désignée à toute personne ou à certaines catégories de personnes.</li> <li>• L'article 9 habilite le Ministre à autoriser les autorités des télécommunications, dans une zone désignée, à interdire l'utilisation des équipements de télécommunication à toute personne ou catégorie de personnes ou à l'ensemble du public.</li> <li>• L'article 10 définit des pouvoirs de perquisition sur des articles ou des matières pouvant être utilisés à des fins criminelles, et, de l'avis de l'officier de police, très susceptibles de l'être.</li> </ul>		

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'article 11 habilite les autorités de police à réquisitionner tout bien meuble ou immeuble dans la zone désignée.</li> <li>• L'article 12 prévoit une indemnisation pour une telle réquisition.</li> <li>• L'article 13 autorise la police à effectuer des contrôles sur les personnes susceptibles notamment de compromettre le succès de mesures prises pour préserver ou restaurer l'ordre public dans une zone désignée.</li> <li>• L'article 17 autorise un officier de police à arrêter, sans mandat d'arrêt, toute personne soupçonnée d'avoir commis une infraction aux termes de la loi.</li> <li>• L'article 19 autorise le Ministre, durant toute période où est en vigueur la désignation de toute zone de la Malaisie, aux termes de la loi, dans l'intérêt public, à interdire l'usage, la possession ou la détention d'arme, dans une localité quelconque de la Malaisie, pendant toute période qu'il pourrait spécifier, nonobstant toute licence ou autorisation qui aurait été délivrée antérieurement.</li> <li>• Le Ministre peut également ordonner la saisie d'armes et l'annulation ou la suspension d'autorisations et de permis de port d'arme.</li> <li>• L'article 23 érige en infraction le fait pour toute personne, dans une zone désignée, d'utiliser illégalement et dans une intention malveillante, toute arme offensive,</li> </ul>	<p>Que l'atteinte à la vie ou à l'intégrité physique d'une personne ou d'un bien se produise ou non :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Emprisonnement ne dépassant pas 10 ans, l'auteur de</li> </ul>	

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'article 23 érige en infraction le fait pour toute personne, dans une zone désignée, d'utiliser illégalement et dans une intention malveillante, toute arme offensive, ou de causer l'explosion de toute substance explosive de nature à mettre en péril la vie d'une personne ou de la blesser gravement, ou de porter atteinte à un bien, ou d'utiliser toute substance corrosive ou inflammable d'une façon qui soit susceptible de mettre en péril la vie d'une personne ou de la blesser gravement, ou de porter atteinte aux biens.</li> <li>• L'article 24 érige en infraction le fait pour toute personne de s'associer à toute autre personne dans la commission ou la tentative de commettre ou l'accomplissement de tout acte préparant toute infraction visée à l'article 23.</li> <li>• L'article 25 érige en infraction le fait pour toute personne, dans un lieu public d'une zone désignée, de porter ou d'être en possession de toute arme offensive, ou de toute substance explosive, corrosive ou inflammable.</li> <li>• L'article 28 prévoit une peine aggravée pour toute personne qui, dans une zone désignée, commet ou tente de commettre, ou, partout en Malaisie, incite à commettre, dans une zone désignée, les infractions visées aux articles suivants du Code pénal : <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Code pénal : articles 143, 144,</li> </ul> </li> </ul>	<p>Que l'atteinte à la vie ou à l'intégrité physique d'une personne ou d'un bien se produise ou non :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Emprisonnement ne dépassant pas 10 ans, l'auteur de l'infraction pouvant également être passible d'une peine de flagellation.</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Peine d'emprisonnement ne dépassant pas sept ans, l'auteur de l'infraction étant également passible d'une peine de flagellation.</li> <li>• Peine d'emprisonnement ne dépassant pas cinq ans, l'auteur de l'infraction étant également passible d'une peine de flagellation.</li> <li>• Peine d'emprisonnement pour une durée qui peut être deux fois celle de la peine maximale prévue pour l'infraction, la tentative d'infraction ou l'incitation à commettre une infraction, selon le cas.</li> <li>• Imposition d'une amende prévue pour l'infraction, la tentative d'infraction ou l'incitation à</li> </ul>	

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'article 28 prévoit une peine aggravée pour toute personne qui, dans une zone désignée, commet ou tente de commettre, ou, partout en Malaisie, incite à commettre, dans une zone désignée, les infractions visées aux articles suivants du Code pénal : <ul style="list-style-type: none"> <li>Code pénal : articles 143, 144, 145, 147, 148, 151, 152, 153, 157, 158, 160, 379, 380, 381 et 382, ainsi que l'article 33 de l'Ordonnance sur la petite délinquance s'appliquant à la province de Sarawak.</li> </ul> </li> <li>L'article 30 érige en infraction le fait pour toute personne, dans un lieu quelconque du territoire malaisien, durant la période où est en vigueur la désignation visée à l'article 3 de la loi, de toute zone située en Malaisie, d'accomplir tout acte ou de faire toute déclaration, d'imprimer, publier, vendre, offrir à la vente, reproduire pour distribution ou importation tous matériaux qui seraient susceptibles de compromettre le maintien ou le rétablissement de l'ordre public dans la zone désignée, ou dans toute autre région de la Malaisie.</li> </ul> <p><b>g) Kidnapping Act (1961)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>L'article 3 érige en infraction le fait d'enlever ou de séquestrer toute personne en vue de l'obtention d'une rançon.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Peine d'emprisonnement pour une durée qui peut être deux fois celle de la peine maximale prévue pour l'infraction, la tentative d'infraction ou l'incitation à commettre une infraction, selon le cas.</li> <li>Imposition d'une amende prévue pour l'infraction, la tentative d'infraction ou l'incitation à commettre une infraction, selon le cas.</li> <li>Les deux.</li> <li>Peine d'emprisonnement ne dépassant pas trois ans.</li> <li>L'article 3 prévoit la peine de mort ou la détention à perpétuité, à quoi il faut ajouter que l'auteur de l'infraction est passible d'une peine de flagellation.</li> </ul>	



<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les articles 5 et 6 érigent en infraction toute incitation à l'enlèvement, dans le but d'obtenir une rançon, et le fait de négocier en vue d'obtenir le paiement d'une rançon.</li> <li>h) <b>Extradition Act 1992 (loi sur l'extradition)</b></li> <li>i) <b>Mutual Assistance in Criminal Matters Bill 2002 (projet de loi portant sur l'assistance mutuelle en matière criminelle)</b></li> <li>j) <b>Extra-territorial Offences Act 1976 (loi sur les infractions commises à l'étranger)</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Cette loi prévoit la compétence extraterritoriale des tribunaux malaisiens pour poursuivre tout acte qui contreviendrait au <i>Scheduled Acts</i> (c'est-à-dire l'<i>Official Secrets Act 1972</i> et le <i>Sedition Act 1948</i>).</li> <li>♦ La loi de 1976 prévoit la compétence extraterritoriale des tribunaux malaisiens pour poursuivre toute infraction à une disposition légale écrite dont le Ministre de la justice (Attorney General) aura certifié qu'elle affecte la sécurité de la Fédération,</li> </ul> </li> </ul> <p>si l'acte ou l'infraction est commis en territoire malaisien (y compris dans les aéronefs et navires immatriculés en Malaisie) ou commis par un citoyen malaisien ou par un résident permanent, que ce soit à l'étranger ou à bord d'un appareil ou d'un navire immatriculé en Malaisie.</p>		

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'article 23) dispose que le « Schedule » peut être amendé de façon à inclure d'autres lois, par ordonnance du Roi de Malaisie (Yang di-Pertuan Agong).</li> <li>L'article 127 A du Code de procédure pénale dispose que si le Ministre de la justice (Attorney General) certifie que toute infraction ayant été commise par un citoyen ou un résident permanent dans un lieu quelconque en dehors et au-delà des limites du territoire malaisien, peut être poursuivie comme si elle avait été commise dans un point quelconque du territoire malaisien.</li> </ul>		
<p><b>1. Les lois susvisées sont appliquées et exécutées dans le respect de la loi et des principes de la justice naturelle et ce, par le jeu de contreponds entre les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. D'autres garanties des droits de la défense consacrées par la Constitution fédérale sont édictées par les textes régissant la matière.</b></p> <p><b>2. Les lois en question trouvent également application selon les faits et circonstances de la cause et les éléments de preuve produits.</b></p> <p><b>3. Ainsi, sans être parfaits, les textes malaisiens satisfont aux prescriptions de l'alinéa a) du paragraphe 1 de la résolution 1373 (2001).</b></p>			
<p><b>Paragraphe 2 f)</b></p> <p>Les États doivent se prêter mutuellement la plus grande assistance lors des enquêtes criminelles et autres procédures portant sur le financement d'actes de terrorisme ou l'appui dont ces actes ont bénéficié, y compris l'assistance en vue de l'obtention des éléments de preuve en leur possession et qui seraient nécessaires à la procédure.</p>	<p>a) <b>Projet de loi de 2001 relatif à l'entraide judiciaire en matière pénale</b></p> <p>L'entraide prévue par ce projet est décrite en détail plus haut.</p> <p>b) <b>Lettres de demande et commissions rogatoires émises en vertu d'une ordonnance prise en application de l'article 66 du Règlement de la Haute Cour (1980)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Cette entraide ne s'applique qu'aux affaires en instance de jugement et non pas à celles qui en sont au stade de l'enquête.</li> </ul>		<p>1. La Malaisie a adopté des lois qui favorisent la coopération internationale dans le cadre d'enquêtes ou de poursuites criminelles visant à amener tous les auteurs d'infractions devant la justice.</p> <p>2. Cependant, ces lois ne visent pas expressément le financement des actes de terrorisme ou l'appui dont ils ont bénéficié.</p> <p>3. Sur le plan administratif, la Police royale de Malaisie a également conclu des accords d'entraide avec d'autres organismes de répression tels qu'Interpol, Europol et Aseanpol. Bien entendu, les militaires ont leurs propres réseaux de coopération.</p>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<p>c) <b>Loi antiblanchiment de l'argent de 2001</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>L'article 10 de cette loi dispose que, sauf en cas de disposition législative ou règle de droit contraire, l'autorité compétente peut communiquer à son homologue étranger tout élément porté à sa connaissance en application de l'article 14 de la même loi (déclaration des opérations suspectes par les établissements concernés), si : <ul style="list-style-type: none"> <li>Un accord à cet effet lie la Malaisie à ce pays; et</li> <li>Elle considère que son homologue a pris les dispositions requises pour garantir l'usage confidentiel et contrôlé des renseignements communiqués.</li> </ul> </li> <li>En vertu de l'article 48 et sauf en cas de disposition législative ou règle de droit contraire, le Procureur peut, s'il l'estime nécessaire aux fins d'une enquête sur un acte de blanchiment, autoriser un officier de police judiciaire à : <ul style="list-style-type: none"> <li>Obtenir, examiner et photocopier les justificatifs bancaires;</li> <li>Inspecter le contenu de tout coffre-fort dans un établissement financier;</li> <li>Exiger la remise de documents ou d'articles précis.</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'article 48 (4) considère le défaut de coopération comme une infraction passible : <ul style="list-style-type: none"> <li>D'une amende allant jusqu'à un million de ringgit;</li> <li>D'une peine d'emprisonnement d'un an au maximum; ou</li> <li>Les deux.</li> </ul> </li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>Le texte n'est pas encore en vigueur.</li> <li>Il ne vise pas expressément le financement d'actes de terrorisme.</li> <li>Les infractions principales figurant au deuxième tableau n'incluent pas pour l'instant les crimes et délits liés aux actes de terrorisme relevant du Code pénal (voir plus haut).</li> </ol> <p><b>4. La loi permet à l'autorité compétente qu'elle a désignée, à savoir la Banque centrale de Malaisie, ou à une autre autorité responsable de l'application des lois, de coopérer avec les services de répression d'un pays étranger dans le cadre d'investigations criminelles, à condition que ce pays et la Malaisie soient liés par un arrangement existant (un protocole d'accord, par exemple).</b></p>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>En vertu de l'article 49 et sauf en cas de disposition législative ou règle de droit contraire, le Procureur peut, s'il a des raisons de penser, dans le cadre d'une enquête, qu'un acte de blanchiment puni par la loi a été commis, demander à certaines personnes de lui remettre une déclaration sous serment ou sur l'honneur, faisant par écrit l'inventaire de tous leurs biens, suffisamment détaillé pour que ces biens puissent être identifiés et localisés.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'article 49 3) considère dans ce cas le défaut de coopération comme une infraction passible : <ul style="list-style-type: none"> <li>D'une amende allant jusqu'à un million de ringgit;</li> <li>D'une peine d'emprisonnement d'un an au maximum; ou</li> <li>Les deux.</li> <li>En cas de récidive, d'une amende supplémentaire allant jusqu'à 1 000 ringgit par jour, à compter de la date de la condamnation.</li> </ul> </li> </ul>	
<p><b>1. Les lois susvisées sont appliquées et exécutées dans le respect de la loi et des principes de la justice naturelle et ce, par le jeu de contrepois entre les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. D'autres garanties des droits de la défense consacrées par la Constitution fédérale sont édictées par les textes régissant la matière.</b></p> <p><b>2. Les lois en question trouvent également application selon les faits et circonstances de la cause et les éléments de preuve produits.</b></p> <p><b>3. Ainsi, sans être parfaits, les textes malaisiens satisfont aux prescriptions du paragraphe 2 f) de la résolution 1373 (2001).</b></p>			
<p><b>Paragraphe 2 g)</b></p> <p>Les États doivent empêcher les mouvements de terroristes ou de groupes de terroristes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>En instituant des contrôles efficaces aux frontières; ainsi que</li> <li>Des contrôles lors de la délivrance de documents d'identité et documents de voyage; et</li> <li>En prenant des mesures pour empêcher la contrefaçon, la falsification ou l'usage frauduleux de papiers d'identité et de documents de voyage.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Loi de 1966 relative aux passeports</li> <li>Loi No 63 de 1959 relative à l'immigration</li> <li>Loi de 1959 relative à l'enregistrement national <ul style="list-style-type: none"> <li>L'article 5 oblige tous les individus âgés de 12 ans et plus à se faire connaître des autorités pour qu'une carte d'identité leur soit délivrée.</li> <li>L'article 8 prévoit que nul n'est dispensé de l'obligation qui lui est faite, en vertu de toute autre disposition législative, d'être en possession d'un passeport ou d'un autre document de voyage.</li> </ul> </li> </ul>		<ol style="list-style-type: none"> <li>La Malaisie a adopté des lois pour contrôler les mouvements des personnes à ses frontières et sur son territoire.</li> <li>Toutefois, ces lois ne visent pas expressément les mouvements de terroristes ou groupes terroristes.</li> <li>Sur le plan administratif, la Police royale de la Malaisie a également conclu des accords d'entraide avec d'autres organes de répression tels qu'Interpol, Europol et Aseanpol, afin notamment de surveiller ses frontières et les mouvements d'individus recherchés. Bien entendu, les militaires ont leurs propres réseaux de coopération.</li> <li><b>Le problème qui se pose est en fait celui de l'application et du respect des lois en vigueur.</b></li> </ol>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Loi de 1933 relative aux restrictions à la liberté de mouvement               <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Cette loi permet l'adoption et l'exécution des décisions concernant le droit ou l'interdiction de résider dans certaines zones de Malaisie.</li> <li>♦ En vertu de l'article 2, le Ministre peut ordonner par décret l'arrestation et l'incarcération de toute personne dont il a des raisons de croire qu'elle devrait résider dans un lieu donné et ne pas avoir le droit de se rendre dans certaines zones.</li> <li>♦ L'article 3 autorise le Ministre à ordonner par décret la mise sous surveillance policière de toute personne pendant cinq ans au maximum. Cette restriction à la liberté de mouvement des personnes est toutefois assortie de garanties légales.</li> <li>♦ L'article 6 érige en infraction le non-respect de l'obligation de résider dans un lieu donné.</li> <li>♦ L'article 7 i) punit le fait de cacher ou d'héberger en connaissance de cause, un individu soumis à restriction qui se rend illégalement dans une zone qui lui est interdite.</li> <li>♦ L'article 7 ii) dispose que les autorités de police ou le magistrat du lieu qui lui est le plus proche doivent être informés de la présence de tout individu soumis à restrictions dans une zone qui lui est interdite.</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'article 6 prévoit :               <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Une peine d'emprisonnement maximale de trois ans.</li> </ul> </li> <li>• L'article 7 i) :               <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Une amende de 500 ringgit;</li> <li>♦ Six mois de prison.</li> </ul> </li> <li>• L'article 7 ii) :               <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Une amende de 250 ringgit;</li> <li>♦ Trois mois de prison.</li> </ul> </li> </ul>	

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
<p><b>1. Les lois susvisées sont appliquées et exécutées dans le respect de la loi et des principes de la justice naturelle et ce, par le jeu de contrepois entre les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. D'autres garanties des droits de la défense consacrées par la Constitution fédérale sont édictées par les textes régissant la matière.</b></p> <p><b>2. Les lois en question trouvent également application selon les faits et circonstances de la cause et les éléments de preuve produits.</b></p> <p><b>3. Ainsi, sans être parfaits, les textes malaisiens satisfont aux prescriptions du paragraphe 2 g) de la résolution 1373 (2001).</b></p>			
<p><b>Paragraphe 3 a)</b></p> <p>Il est demandé à tous les États de trouver les moyens d'intensifier et d'accélérer l'échange d'informations opérationnelles, concernant en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Les actions ou les mouvements de terroristes ou de réseaux de terroristes;</li> <li>♦ Les documents de voyage contrefaits ou falsifiés;</li> <li>♦ Le trafic d'armes, d'explosifs ou de matières sensibles;</li> <li>♦ L'utilisation des technologies de communication par des groupes terroristes; et</li> <li>♦ La menace que constituent les armes de destruction massive en possession de groupes terroristes.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Loi de 1960 relative à la sécurité intérieure</li> <li>• Loi de 1933 relative aux restrictions à la liberté de mouvement</li> <li>• Loi de 1958 relative à l'ordre public (maintien de l'ordre)</li> <li>• Loi de 1966 sur les sociétés</li> <li>• Loi No 63 de 1959 relative à l'immigration</li> <li>• Loi de 1966 relative aux passeports</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Loi de 1960 sur les armes</li> <li>• Loi de 1971 sur les armes à feu (renforcement des peines)</li> <li>• Loi de 1958 relative aux substances corrosives et explosives et aux armes offensives</li> <li>• Loi de 1957 sur les explosifs</li> <li>• Loi de 1984 relative aux infractions dirigées contre l'aviation civile</li> <li>• Loi de 1972 relative au secret d'État</li> <li>• Loi de 1997 relative à la criminalité informatique</li> <li>• Loi de 1998 relative aux communications et aux multimédias</li> <li>• Code pénal</li> </ul>	<p>Les dispositions pertinentes ont été décrites plus haut.</p>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. L'application de cet alinéa appelle des mesures administratives.</li> <li>2. En règle générale, la Malaisie utilise aussi bien les voies judiciaires qu'administratives pour favoriser l'échange d'informations.</li> </ol>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Loi de 1991 relative aux services postaux</li> <li>• Loi de 1967 relative aux services douaniers               <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Contrôle des importations et exportations de marchandises, dont les armes et autres matériels dangereux.</li> </ul> </li> <li>♦ L'article 135 1) de cette loi érige en infraction le fait d'importer et d'exporter l'une quelconque des marchandises visées en son article 31.</li> </ul>	<p>En cas de première infraction :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Imposition d'une amende représentant au moins 10 fois la valeur des marchandises, ou 50 000 ringgit, au minimum, et ne dépassant pas l'équivalent de 20 fois la valeur des marchandises ou 100 000 ringgit, au maximum, ou d'une peine d'emprisonnement de trois ans au maximum, ou des deux.</li> </ul> <p>En cas de récidive :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Imposition d'une amende représentant au moins 10 fois la valeur des marchandises, ou 100 000 ringgit, au minimum, et ne dépassant pas l'équivalent de 40 fois la valeur des marchandises ou 500 000 ringgit, au maximum, ou d'une peine d'emprisonnement de cinq ans au maximum, ou des deux.</li> </ul> <p>Au cas où la valeur des marchandises est inconnue :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Imposition d'une amende d'un montant allant jusqu'à 500 000 ringgit, ou d'une peine d'emprisonnement de cinq ans au maximum, ou des deux.</li> </ul>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Loi de 1988 relative à la prévention et à la lutte contre les maladies contagieuses</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Article 24</li> </ul>	

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>♦ L'article 9 érige en infraction le fait d'importer ou d'exporter en connaissance de cause tout organisme ou toute substance pathogène (tout micro-organisme vivant, microbe, bactérie ou virus pouvant provoquer une maladie infectieuse), sauf dans les cas autorisés par la loi.</li> <li>• Loi de 1952 relative aux substances toxiques <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ L'article 8 dispose que l'importation de produits toxiques est soumise à autorisation.</li> <li>♦ L'article 9 régleme le conditionnement, l'étiquetage et le stockage des produits toxiques.</li> <li>♦ L'article 10 régleme le transport des produits toxiques.</li> <li>♦ L'article 11 régleme la fabrication des produits toxiques.</li> <li>♦ L'article 13-25 régleme la possession aux fins de la vente et la vente de produits toxiques.</li> <li>♦ L'article 30 régleme l'importation, l'exportation, la fabrication et la vente de substances psychotropes.</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Pour une première infraction, imposition d'une peine d'emprisonnement de deux ans au maximum, ou d'une amende, ou des deux.</li> <li>♦ En cas de récidive, imposition d'une peine d'emprisonnement de cinq ans au maximum, ou d'une amende, ou des deux.</li> <li>♦ En cas d'infraction continue, imposition d'une amende supplémentaire de 200 ringgit par jour.</li> <li>• Article 32 – Peine générale <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Imposition d'une amende allant jusqu'à 3 000 ringgit; ou</li> <li>♦ D'une peine d'emprisonnement d'un an au maximum; ou</li> <li>♦ Des deux.</li> </ul> </li> <li>• En cas de défaillance délibérée ou de négligence coupable ayant mis en danger, ou susceptible d'avoir mis en danger, des vies humaines : <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Imposition d'une amende allant jusqu'à 5 000 ringgit; ou</li> <li>♦ D'une peine d'emprisonnement de deux ans au maximum; ou</li> <li>♦ Des deux.</li> </ul> </li> <li>• Article 30 5): <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Imposition d'une amende allant jusqu'à 10 000 ringgit; ou</li> <li>♦ D'une peine d'emprisonnement de quatre ans au maximum; ou</li> <li>♦ Des deux.</li> </ul> </li> </ul>	<p>3. La loi régleme toutes les activités, opérations et transactions portant sur des produits toxiques ou des substances psychotropes.</p>



<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
<p><b>Paragraphe 3 b) :</b> Les États doivent échanger des renseignements conformément au droit international et national et opérer sur les plans administratif et judiciaire afin de prévenir les actes de terrorisme.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Loi de 1984 relative à la délivrance d'autorisations dans le domaine de l'énergie nucléaire <ul style="list-style-type: none"> <li>L'article 12 réglemente la délivrance d'autorisations aux installations nucléaires et leurs activités. Ainsi, elle interdit à toute personne non autorisée : <ul style="list-style-type: none"> <li><b>D'implanter, de construire ou d'exploiter une installation nucléaire;</b></li> </ul> </li> </ul> </li> <li>D'acheter, de vendre, de posséder ou de donner toute matière radioactive ou nucléaire, substance prohibée ou appareil émettant des rayonnements.</li> <li>Les articles 20 et 21 concernent la déclaration des transactions portant sur des matières radioactives ou nucléaires, les substances prohibées et des appareils émettant des rayonnements, qui doit indiquer le nom et l'adresse, dûment vérifiés et certifiés, de la personne qui achète ces matières, substances ou appareils, ou qui les renvoie au titulaire de l'autorisation.</li> <li>Les articles 26 et 27 réglementent l'évacuation des déchets nucléaires.</li> <li>L'article 30 interdit à quiconque de transporter des déchets nucléaires sans une autorisation préalable de l'autorité compétente.</li> <li>Loi de 1960 sur la sécurité intérieure</li> <li>Loi de 1933 relative aux déplacements des personnes</li> <li>Loi de 1958 sur le maintien de l'ordre public</li> <li>Loi de 1966 sur les sociétés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Article 40 – sanction générale : <ul style="list-style-type: none"> <li>Imposition d'une peine d'emprisonnement de 10 ans au maximum; ou</li> <li>D'une amende allant jusqu'à 100 000 ringgit; ou</li> <li>Des deux.</li> </ul> </li> </ul> <p>Les dispositions pertinentes ont été examinées ci-dessus.</p>	<p>4. Les conditions de délivrance des autorisation et de ventes de matières nucléaires ou radioactives sont régies par la loi et visent à prévenir efficacement l'emploi de ces matières à des fins terroristes.</p> <p>1. L'application de cet alinéa appelle l'adoption de mesures administratives.</p> <p>2. La Malaisie a généralement recours aux mécanismes juridique et administratif pour assurer l'échange de renseignements.</p> <p>3. La prévention des crimes est une</p>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
<p><b>Paragraphe 3 b) :</b></p> <p>Les États doivent échanger des renseignements conformément au droit international et national et opérer sur les plans administratif et judiciaire afin de prévenir les actes de terrorisme.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Loi de 1960 sur la sécurité intérieure</li> <li>• Loi de 1933 relative aux déplacements des personnes</li> <li>• Loi de 1958 sur le maintien de l'ordre public</li> <li>• Loi de 1966 sur les sociétés</li> <li>• Loi de 1959/63 sur l'immigration</li> <li>• Loi de 1966 relative aux passeports</li> <li>• Loi de 1960 sur les armes</li> <li>• Loi de 1971 sur les armes à feu (portant aggravation des peines)</li> <li>• Loi de 1958 sur les substances corrosives et explosives et les armes offensives</li> <li>• Loi de 1957 sur les explosifs</li> <li>• Loi de 1984 sur les infractions dirigées contre l'aviation civile</li> <li>• Loi de 1972 sur les secrets d'État</li> <li>• Loi de 1997 sur la criminalité informatique</li> <li>• Loi de 1998 sur les communications et les médias</li> <li>• Code pénal</li> <li>• Loi de 1988 sur la prévention et le contrôle des maladies infectieuses</li> <li>• Loi de 1991 sur les services postaux</li> <li>• Loi de 1952 sur les substances toxiques</li> </ul>	<p>Les dispositions pertinentes ont été examinées ci-dessus.</p>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. L'application de cet alinéa appelle l'adoption de mesures administratives.</li> <li>2. La Malaisie a généralement recours aux mécanismes juridique et administratif pour assurer l'échange de renseignements.</li> <li>3. La prévention des crimes est une priorité absolue des autorités compétentes, dont la police.</li> </ol>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
<p><b>Paragraphe 3 c) :</b></p> <p>Les États doivent coopérer, en particulier dans le cadre d'accords et d'arrangements bilatéraux et multilatéraux, afin de prévenir et de réprimer les actes de terrorisme et de prendre des mesures contre les auteurs de tels actes.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Loi de 1984 sur les licences d'exploitation de l'énergie atomique</li> <li>Loi de 1967 sur la douane</li> <li>Loi de 1992 sur l'extradition</li> <li>Loi de 2001 sur l'entraide judiciaire en matière pénale</li> <li>Loi de 1992 sur l'extradition</li> <li>Loi de 2001 sur l'entraide judiciaire en matière pénale</li> <li>Arrangements et accords bilatéraux</li> </ul> <p>Accord de 1984 sur les arrangements en matière de sécurité dans les zones frontalières entre le Gouvernement de la Malaisie et le Gouvernement de la République d'Indonésie (MALINDO)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>L'Accord fait l'objet d'une révision, eu égard à la nouvelle orientation de MALINDO</li> <li>Arrangements et accords multilatéraux</li> </ul> <p>Accord sur l'échange d'informations et la mise en place de mécanismes de communication entre la Malaisie, l'Indonésie et les Philippines (projet)</p>		<ol style="list-style-type: none"> <li>L'application de cet alinéa appelle l'adoption de mesures administratives.</li> <li>La Malaisie a généralement recours aux mécanismes juridique et administratif pour assurer l'échange d'informations.</li> <li>La prévention des crimes est une priorité absolue des autorités compétentes, dont la police.</li> </ol>
<p><b>Paragraphe 3 d) :</b></p> <p>Les États doivent devenir dès que possible parties aux conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme, y compris la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme en date du 9 décembre 1999.</p>	<p>Loi de 1984 sur les infractions dirigées contre l'aviation</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>L'article 7 1) érige en infraction le fait pour toute personne à bord d'un aéronef en vol de saisir illégalement, par la force ou la menace, l'aéronef ou d'en prendre le contrôle, quelle que soit la nationalité de ladite personne, quel que soit l'État d'immatriculation de l'aéronef, que l'aéronef se trouve en Malaisie ou non</li> <li>L'article 7 2) dispose que l'article 7 1) ne s'applique pas si l'aéronef</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Article 14 – Peine générale <ul style="list-style-type: none"> <li>Emprisonnement à vie</li> </ul> </li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>La Malaisie est partie à quatre des conventions relatives au terrorisme. Elle étudie à l'heure actuelle les huit autres afin de déterminer si elle doit devenir partie à celles-ci.</li> <li>Les conventions contre le terrorisme auxquelles la Malaisie est déjà partie sont celles qui portent sur la sécurité de l'aviation civile : <ul style="list-style-type: none"> <li>Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenus à bord des aéronefs;</li> <li>Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs;</li> </ul> </li> </ol>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<p>est au service de l'armée, de la douane ou de la police à moins que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ La personne qui saisit l'aéronef ou en prend le contrôle soit un citoyen malaisien;</li> <li>♦ L'acte soit commis sur le territoire ou dans l'espace aérien de la Malaisie; ou</li> <li>♦ L'aéronef soit au service de l'armée, de la douane ou de la police malaisienne.</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'article 8 érige en infraction tout acte de violence commis contre les passagers ou l'équipage pendant le détournement d'un aéronef en vol. La Malaisie est saisie de l'infraction, quels que soient l'acte de violence, l'État d'immatriculation de l'aéronef et la nationalité de l'auteur.</li> <li>• L'article 9 1) érige en infraction le fait pour toute personne, illégalement et intentionnellement, de : <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Détruire un aéronef en service ou de l'endommager au point de le rendre inapte à voler ou de compromettre sa sécurité en vol;</li> <li>♦ Commettre à bord d'un aéronef en vol tout acte de violence susceptible de compromettre la sécurité de l'aéronef.</li> </ul> </li> <li>• L'article 9 2) érige en infraction le fait pour toute personne, illégalement et intentionnellement, de placer ou de faire placer dans un aéronef en vol tout dispositif ou substance susceptible de détruire l'aéronef ou de l'endommager au</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile;</li> <li>• Protocole pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale, complémentaire à la Convention sur la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile;</li> <li>• Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction;</li> <li>• Convention visant à interdire et à éliminer la mise au point, la production et le stockage d'agents microbiens et autres agents biologiques ou à toxines qui n'ont pas de justification pour la prophylaxie ou la protection ou à d'autres fins pacifiques.</li> </ul>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	<p>point de le rendre inapte à voler ou de compromettre sa sécurité en vol.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'article 9 3) dispose que la Malaisie sera saisie des infractions visées à l'article 9, que les actes soient commis en Malaisie ou non, quel que soit l'État d'immatriculation de l'aéronef ou la nationalité de l'auteur.</li> <li>• L'article 9 4) précise que n'est pas visé par les alinéas 1 ou 2 de l'article 9 tout acte ainsi commis contre un aéronef au service de l'armée, de la douane ou de la police, à moins : <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Que l'acte soit commis sur le territoire ou dans l'espace aérien de la Malaisie; ou</li> <li>♦ Lorsque l'acte est commis hors de la Malaisie, que l'auteur soit citoyen malaisien.</li> </ul> </li> <li>• L'article 10 1) érige en infraction le fait pour toute personne, illégalement et intentionnellement, de détruire ou d'endommager l'un quelconque des biens ci-après ou de perturber son exploitation, lorsque la destruction, le dommage ou la perturbation est susceptible de compromettre la sécurité d'un aéronef en vol : <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Biens utilisés pour fournir des services de navigation aérienne, notamment tout terrain, bâtiment ou navire, et tout appareil ou matériel ainsi utilisé, que ce soit à bord de l'aéronef ou non.</li> </ul> </li> <li>• L'article 13 érige en infraction, pour toute personne résidant en Malaisie, la complicité dans les infractions suivantes commises à l'extérieur :</li> </ul>		

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
<p><b>Paragraphe 3 e) :</b></p> <p>Les États doivent coopérer davantage et appliquer intégralement les conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme ainsi que les résolutions 1269 (1999) et 1368 (2001)</p> <p><b>Paragraphe 3 f) :</b></p> <p>Les États doivent prendre les mesures appropriées, conformément aux dispositions pertinentes de leur législation nationale et du droit international, y compris les normes</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Détournement d'aéronefs au titre de l'article 7 1);</li> <li>♦ Destruction ou mise en péril de la sécurité d'un aéronef au titre de l'article 9;</li> <li>♦ Dommages ou perturbation des services de navigation aérienne au titre de l'article 10.</li> <li>• L'article 16 dispose que toutes les infractions susvisées sont passibles d'extradition au titre de la loi de 1992 sur l'extradition. Lorsqu'il n'existe pas d'accord d'extradition entre la Malaisie et un État partie à la Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenus à bord des aéronefs, à la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs et à la Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, la convention pertinente peut servir de fondement à l'extradition.</li> </ul> <p><b>Droit international</b></p> <p>Convention relative au statut des réfugiés de 1951</p> <p><b>Législation nationale</b></p> <p>Loi de 1959 et de 1963 sur l'immigration</p>		<ol style="list-style-type: none"> <li>1. La Malaisie étudie déjà les moyens d'appliquer les conventions, protocoles et résolutions pertinents.</li> <li>2. La Banque centrale de Malaisie a ainsi publié les circulaires datées du 1er octobre, 2 novembre et 23 novembre 2001 visant à appliquer les résolutions 1267 (1999) et 1333 (2000) du Conseil de sécurité.</li> <li>1. La Malaisie n'est pas partie à la Convention relative au statut des réfugiés.</li> <li>2. Tous les étrangers qui souhaitent entrer en Malaisie ou à acquérir la nationalité malaisienne doivent se</li> </ol>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
<p>internationales relatives aux droits de l'homme, afin de s'assurer, avant d'octroyer le statut de réfugié, que les demandeurs d'asile n'ont pas organisé ou facilité la perpétration d'actes de terrorisme et n'y ont pas participé.</p> <p><b>Paragraphe 3 g) :</b></p> <p>Les États doivent veiller, conformément au droit international, à ce que les auteurs ou les organisateurs d'actes de terrorisme ou ceux qui facilitent de tels actes ne détournent pas à leur profit le statut de réfugié, et à ce que la revendication de motivations politiques ne soit pas considérée comme pouvant justifier le rejet de demandes d'extradition de terroristes présumés.</p>	<p><b>Constitution fédérale</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Loi sur l'extradition de 1992</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Au titre de l'article 8, l'extradition d'un criminel en fuite ne peut être autorisée si l'infraction pour laquelle il est recherché est de nature politique.</li> </ul> </li> <li>• <b>Droit international</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Convention relative au statut des réfugiés de 1951.</li> </ul> </li> </ul>		<p>conformer à la législation nationale pertinente qui est généralement très rigoureuse.</p> <p>1. La Malaisie n'est pas partie à la Convention relative au statut des réfugiés.</p>
<p><b>1. Les lois susvisées sont appliquées et exécutées dans le respect de la loi et des principes de la justice naturelle et ce, par le jeu de contrepois entre les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. D'autres garanties des droits de la défense consacrées par la Constitution fédérale sont édictées par les textes régissant la matière.</b></p> <p><b>2. Les lois en question trouvent également application selon les faits et circonstances de la cause et les éléments de preuve produits.</b></p> <p><b>3. La Malaisie devrait pouvoir satisfaire aux prescriptions du paragraphe 3 de la résolution.</b></p>			
<p><b>Paragraphe 4 :</b></p> <p>L'Assemblée générale note avec préoccupation les liens étroits existant entre le terrorisme international et la criminalité transnationale organisée, la drogue illicite, le blanchiment d'argent, le trafic d'armes et le transfert illégal de matières nucléaires, chimiques, biologiques et autres présentant un danger mortel et, à cet égard souligne qu'il convient de renforcer la coordination des efforts accomplis aux échelons national, sous-régional, régional et international afin de renforcer l'action mondiale face à ce grave problème et à la lourde menace qu'il fait peser sur la sécurité internationale.</p>	<p>On trouvera ci-après les lois malaisiennes pertinentes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Code pénal</li> <li>b) Loi de 1966 sur les sociétés</li> <li>c) Loi de 1933 relative au déplacement des personnes</li> <li>d) Loi de 1952 relative aux drogues dangereuses</li> <li>e) Loi de 1988 relative aux drogues dangereuses (portant confiscation de biens)</li> <li>f) Loi de 2001 sur la lutte contre le blanchiment de l'argent</li> <li>g) Loi de 1959 et 1963 sur l'immigration</li> </ul>	<p>Les lois pertinentes ont été examinées ci-dessus.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>1. La Malaisie est consciente qu'il faut s'attaquer à cet aspect du terrorisme.</li> <li>2. La Malaisie envisage actuellement de signer la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée.</li> <li>3. La Malaisie intensifie la coordination des efforts et la coopération dans la lutte contre le terrorisme.</li> <li>4. Les lois pertinentes font l'objet d'études en vue de juger de leur utilité et de prendre éventuellement une décision quant à l'orientation que la Malaisie doit adopter en la matière.</li> </ul>

<i>Obligations découlant de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU</i>	<i>Textes de droit interne applicables</i>	<i>Peines</i>	<i>Observations</i>
	h) Loi de 1966 relative aux passeports i) Loi de 1960 sur les armes j) Loi de 1971 sur les armes à feu (portant aggravation des peines) k) Loi de 1958 sur les substances corrosives et explosives et les armes offensives l) Loi de 1957 sur les explosifs m) Loi de 1984 sur les infractions dirigées contre l'aviation civile n) Loi de 1997 sur la criminalité informatique o) Loi de 1998 sur les communications et les médias p) Loi de 1988 sur la prévention et le contrôle des maladies infectieuses q) Loi de 1991 sur les services postaux r) Loi de 1952 relative aux substances toxiques s) Loi de 1967 sur la douane t) Loi de 1992 sur l'extradition u) Projet de loi de 2001 relative à l'entraide judiciaire en matière pénale v) Loi de 1984 sur les licences d'exploitation de l'énergie atomique w) Loi de 1952 relative aux substances toxiques x) Loi de 1976 sur la protection phytosanitaire y) Décret de 1953 relatif aux animaux		5. D'autres efforts de coopération sont entrepris dans le cadre des mécanismes suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Au niveau sous-régional</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Accord sur l'échange d'informations et la mise en place de mécanismes de communication entre la Malaisie, l'Indonésie et les Philippines (projet)</li> </ul> </li> <li>• <b>Au niveau régional</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Plan d'action de l'ASEAN contre la criminalité transnationale organisée</li> </ul> </li> <li>• <b>Au niveau international</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Interpol</li> <li>♦ Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et ses protocoles additionnels</li> </ul> </li> </ul>
<p><b>1. Les lois susvisées sont appliquées et exécutées dans le respect de la loi et des principes de la justice naturelle et ce, par le jeu de contrepois entre les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. D'autres garanties des droits de la défense consacrées par la Constitution fédérale sont édictées par les textes régissant la matière.</b></p> <p><b>2. Les lois en question trouvent également application selon les faits et circonstances de la cause et les éléments de preuve produits.</b></p> <p><b>3. La Malaisie se conforme aux prescriptions du paragraphe 4.</b></p>			